

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE1^{er} juin 2023**PROJET DE LOI**

modifiant
la loi du 6 juillet 2007 relative
à la procréation médicalement assistée et
à la destination des embryons
surnuméraires et des gamètes

Sommaire**Pages**

Résumé	3
Exposé des motifs	4
Avant-projet de loi	9
Analyse d'impact	11
Avis du Conseil d'État	25
Projet de loi	32
Coordination des articles	35

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

1 juni 2023

WETSONTWERP

tot wijziging
van de wet van 6 juli 2007 betreffende
de medisch begeleide voortplanting en
de bestemming van de overtallige
embryo's en de gameten

Inhoud**Blz.**

Samenvatting	3
Memorie van toelichting	4
Voorontwerp van wet	9
Impactanalyse	18
Advies van de Raad van State	25
Wetsontwerp	32
Coördinatie van de artikelen	36

<i>Le gouvernement a déposé ce projet de loi le 1^{er} juin 2023.</i>	<i>De regering heeft dit wetsontwerp op 1 juni 2023 ingediend.</i>
<i>Le “bon à tirer” a été reçu à la Chambre le 1^{er} juin 2023.</i>	<i>De “goedkeuring tot drukken” werd op 1 juni 2023 door de Kamer ontvangen.</i>

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)

RÉSUMÉ

Ce projet de loi prévoit un assouplissement de la législation relative à l'utilisation des gamètes et des embryons, dans le cadre de la procréation médicalement assistée après le décès de l'un des auteurs du plan parental.

La période de deux ans sera étendue à cinq ans après le décès de l'autre auteur du plan parental, dans le cadre du présent projet.

SAMENVATTING

Dit wetsontwerp voorziet in een versoepeling in de wetgeving met betrekking tot het gebruik van gameten en embryo's, in het kader van medisch begeleide voortplanting na het overlijden van één van de wensouders.

De termijn van twee jaar wordt verlengd tot vijf jaar na het overlijden van de andere wensouder, binnen het kader van dit ontwerp.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

COMMENTAIRE DES ARTICLES

CHAPITRE 1^{ER}

Disposition introductive

Article 1^{er}

Cet article précise le fondement constitutionnel en matière de compétence.

Art. 2

Cet article prolonge le délai de deux ans suivant le décès de l'auteur du projet parental après lequel vaut l'interdiction de l'utilisation des embryons, jusqu'à cinq ans. Dans le cadre de l'utilisation post-mortem des embryons d'un auteur du projet parental, une interdiction d'utilisation au-delà de deux ans qui suivent le décès a été imposée par la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes. Cependant, aucune justification scientifique ou éthique ne peut être donnée pour ce délai. Dans les travaux préparatoires (voir à ce sujet, entre autres, Proposition de loi, Documents du Sénat 2005-06, n° 3-1440/1 et Rapport, Documents de la Chambre 2006-07, n° 51-2567/4) le principe du don post-mortem est discuté, sans qu'une justification à sa limitation à deux ans ne soit donnée.

La limitation à la liberté des auteurs du projet parental, même en cas de décès de l'un d'eux, de procéder à la réalisation de leur projet parental doit être allégée. Les auteurs du projet parental doivent expressément prévoir la possibilité d'une utilisation post-mortem dans la convention avec le centre de fécondation - si ce souhait a été exprimé, une telle restriction dans le temps à la très courte échéance de dix-huit mois (soit deux ans, à réduire du délai d'attente obligatoire de six mois) n'est pas justifiable. Il convient de souligner que le délai de deux ans est très court - un traitement de procréation médicalement assistée peut nécessiter plusieurs tentatives - si l'on ne dispose que de deux ans, on limite fortement les chances de réussite du traitement et, par conséquent, la réalisation du projet parental.

MEMORIE VAN TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

HOOFDSTUK 1

Inleidende bepaling

Artikel 1

Dit artikel bepaalt de constitutionele bevoegdheidsgrondslag.

Art. 2

Dit artikel verlengt de termijn van twee jaar na het overlijden van de wensouder, na dewelke een verbod geldt om embryo's te gebruiken, tot een termijn van vijf jaar. In het kader van het post-mortemgebruik van embryo's van een wensouder, werd een verbod opgelegd om deze langer dan twee jaar na het overlijden te gebruiken door de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten. Evenwel kan hieromtrent geen wetenschappelijke of ethische verantwoording worden gegeven. In de voorbereidende werken (zie hieromtrent o.a. Wetsvoorstel, *Parl. St.* Senaat 2005-06, nr. 3-1440/1 en Verslag, *Parl. St.* Kamer 2006-07, nr. 51-2567/4) wordt het principe van post-mortemdonatie besproken, maar lijkt geen verantwoording te worden geboden voor de beperking tot twee jaar.

De beperking van de vrijheid van de wensouders om, zelfs in geval van overlijden van één van hen, over te gaan tot volbrenging van de kinderwens, moet derhalve versoepeld worden. De wensouders dienen de mogelijkheid tot post-mortemgebruik uitdrukkelijk te voorzien in de overeenkomst met het fertiliteitscentrum – indien deze wens werd uitgedrukt, is zo'n beperking in de tijd tot de zeer beperkte termijn van achttien maanden (zijnde twee jaar, te verminderen met de verplichte wachttermijn van zes maanden), niet verantwoordbaar. Het moet worden benadrukt dat de termijn van twee jaar zeer kort is – een behandeling medisch begeleide voortplanting kan meerdere pogingen vereisen – indien men slechts twee jaar de tijd heeft, beperkt men ernstig de kansen op een succesvolle behandeling en, derhalve, de vervulling van de kinderwens.

Pour éviter tout doute, il peut être confirmé que l'augmentation de ce délai n'est pas en contradiction avec les avis existants du Comité consultatif de Bioéthique sur la question. (Voir à cet égard l'avis n° 28 du 21 juin 2001 relatif à la procréation après le décès du/de la partenaire). Dans son avis, le Comité consultatif a indiqué que l'utilisation post-mortem de gamètes ou d'embryons devait être soumise au consentement écrit et libre du donneur. La période de deuil a également été jugée nécessaire par le Comité consultatif de bioéthique – le comité a recommandé une période d'attente d'un an.

Certains membres du comité ont préconisé une durée limitée à cinq ans, dans l'objectif de considérer les enfants nés après un don post-mortem également comme des enfants légaux, héritiers des donateurs décédés. La justification de cette limitation dans le temps se situait donc dans un traitement de la procédure d'héritage en partant du principe que l'enfant conçu et né post-mortem devait également pouvoir hériter du partenaire décédé - liée à cette limitation, une extension de la procédure d'héritage à cinq ans et neuf mois après le décès était donc conseillée. En tout cas, il n'y a pas eu de demande pour un délai aussi court de deux ans.

D'autres membres du Comité consultatif ont déclaré ce qui suit à cet égard: "Cette détermination d'un délai maximum peut entraîner des inconvénients psychologiques en ce sens que le / la partenaire sait qu'il ou elle doit décider endéans cette période, et reste de la sorte lié(e) à la personne défunte."; ces membres étaient d'avis que si aucune limite de temps ne pouvait être imposée, il ne devrait donc pas non plus y avoir de possibilité pour ces enfants d'hériter du partenaire décédé.

Entre-temps, les lois sur la filiation et l'héritage sont restées inchangées à cet égard, et l'article 4.1 *juncto* l'article 4.4 du Code civil implique clairement que les enfants qui ne sont pas conçus et qui ne sont pas nés viables au moment de l'ouverture de la succession sont exclus du droit d'hériter. Il n'est pas dans l'intention du présent projet de modifier ces principes.

Par souci d'exhaustivité: le délai d'attente de six mois, qui se veut être une période de deuil, est maintenu. Il convient toutefois de souligner que cette période de deuil varie d'une personne à l'autre et qu'une limitation à deux ans peut être trop restrictive et absolument trop courte, pour cette seule raison – il ne peut être question de contraindre *de facto* un patient à procéder à l'utilisation des gamètes ou des embryons (parce que sinon ce n'est plus possible), alors que le patient n'a pas encore surmonté le deuil.

Voor alle duidelijkheid kan worden bevestigd dat de verlenging van deze termijn geen strijdigheid inhoudt met bestaande adviezen van het Raadgevend Comité voor Bio-Ethiek in deze kwestie. (Zie hieromtrent advies nr. 28 van 21 juni 2004 betreffende voortplanting na het overlijden van de partner). Het Raadgevend Comité heeft in zijn advies gesteld dat het post-mortemgebruik van gameten of embryo's het voorwerp diende te zijn van een schriftelijk gegeven en vrije toestemming van de donor. Ook de rouwperiode werd door het Raadgevend Comité voor Bio-ethiek noodzakelijk geacht – het comité adviseerde een wachttermijn van een jaar.

Een deel van de leden van het comité bepleitten een beperking in de tijd van vijf jaar, binnen een doelstelling om kinderen die na een post-mortemdonatie worden geboren, ook als wettelijke kinderen te beschouwen die erfgenaam zijn van de overleden donoren. De ratio van deze beperking in de tijd bevond zich dus in een afhandeling van de erfenisprocedure in de veronderstelling dat het post mortem verwekte en geboren kind ook diende te kunnen erven van de overleden partner – gekoppeld aan deze beperking, werd dan ook een verlenging van de erfenisprocedure tot vijf jaar en negen maanden na het overlijden geadviseerd. In ieder geval werd geenszins gepleit voor een dermate korte termijn van twee jaar.

Andere leden van het Raadgevend comité stelden hierover het volgende: "Het aangeven van een maximumperiode heeft mogelijk psychologische nadelen in die zin dat de partner weet dat hij of zij gedurende die periode moet beslissen en zo indirect gebonden blijft aan de overledene."; deze leden waren van mening dat er geen termijn kon worden opgelegd, maar dat er dus ook geen mogelijkheid diende te zijn voor deze kinderen om te erven van de overleden partner.

Intussen zijn de wetgeving op de afstamming en het erfrecht op dat vlak ongewijzigd gebleven en impliceert art. 4.1 *juncto* 4.4 Burgerlijk Wetboek duidelijk dat kinderen die niet verwekt zijn en niet levensvatbaar geboren zijn op het ogenblik van het openvallen van de nalatenschap, uitgesloten zijn van het recht om te erven. Het is niet de bedoeling van dit ontwerp om aan deze principes te raken.

Volledigheidshalve: de wachttermijn van zes maanden, die bedoeld wordt als een rouwperiode, wordt behouden. Er moet echter worden benadrukt dat deze rouwperiode verschilt van persoon tot persoon, en dat een beperking tot twee jaar alleen al om die reden te beperkend en absoluut te kort kan zijn – het kan niet de bedoeling zijn dat een patiënt *de facto* gedwongen wordt om over te gaan tot gebruik van de gameten of embryo's (omdat het anders niet meer mogelijk is), wanneer de patiënt het verlies nog niet heeft verwerkt.

Dans son avis n° 72.995/3 du 31 mars 2023, le Conseil d'État soulève que, dans la mesure où l'on peut considérer que la Loi sur la procréation médicalement assistée ne règle pas tous les cas d'implantation et d'insémination post mortem, aucun délai ni aucune condition ne s'applique à l'implantation et à l'insémination post-mortem en dehors de son champ d'application, ce qui remet en cause sa compatibilité avec l'article 8 C.E.D.H., le Conseil d'État ne peut pas être suivi sur ce point.

Le Conseil se fonde en effet en partie sur la thèse selon laquelle l'article 12 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'obtention et à l'utilisation de matériel corporel humain destiné à des applications médicales humaines ou à des fins de recherche scientifique (ci-après: "Loi Matériel Corporel Humain") s'appliquerait pleinement au prélèvement post-mortem de gamètes et d'embryons, et qu'il y aurait même par conséquent une présomption de consentement à un tel prélèvement ou à une telle utilisation (sans limitation dans le temps). Ce faisant, le Conseil d'État ignore l'idée que la Loi sur la procréation médicalement assistée, en tant que *lex specialis*, contient des dispositions explicitement différentes en ce qui concerne l'exigence de consentement pour le prélèvement et l'utilisation de gamètes et d'embryons, tant en vie qu'après la mort, et que, par conséquent, le principe général de présomption de consentement, contenu dans l'article 12 de la Loi Matériel Corporel Humain, ne peut pas s'appliquer.

L'article 12 mentionné de la Loi Matériel Corporel Humain devrait, en tant que *lex generalis*, céder la place à l'idée que la *lex specialis*, à savoir la loi sur la procréation médicalement assistée, exige explicitement le consentement pour chaque don et chaque utilisation: chaque don et chaque utilisation, qu'il s'agisse de gamètes/embryons surnuméraires ou de gamètes spécifiquement donnés (sans être donnés comme gamètes surnuméraires, c'est-à-dire après la fin du projet parental), voir les art. 7 (établissement d'une convention avec les auteurs du projet parental, déterminant entre autres ce qui sera fait des gamètes surnuméraires); 29 (information préalable donnée aux donneurs d'embryons surnuméraires); 30 (mention explicite des embryons surnuméraires dans la convention, à laquelle les auteurs du plan parental doivent donner leur accord, y compris sur l'accord concernant la destination finale des gamètes/embryons); 38 (les gamètes ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une affectation différente que celle stipulée dans la convention visée aux articles 7 et 42); 39 (les dispositions du présent titre s'appliquent également aux gonades et aux fragments de gonades); 42 (obligation d'établir une convention, y compris sur l'affectation des gamètes surnuméraires); 58 (obligation d'information préalable des donneurs de gamètes, y compris sur les conséquences de l'utilisation); 59 (convention avec les

In zijn advies nr. 72.995/3 van 31 maart 2023 werpt de Raad van State op dat, in zoverre kan worden aangenomen dat de Wet medisch begeleide voortplanting niet alle gevallen van post mortemimplantatie en inseminatie regelt, geen enkele termijn of voorwaarde voor post mortemimplantatie en -inseminatie buiten het toepassingsgebied van die wet geldt, waardoor de verenigbaarheid met artikel 8 EVRM in vraag wordt gesteld. De Raad van State kan in deze niet worden gevolgd.

De Raad baseert zich hierbij immers deels op de stelling dat artikel 12 van de wet van 19 december 2008 inzake het verkrijgen en het gebruik van menselijk lichaamsmateriaal met het oog op de geneeskundige toepassing op de mens of het wetenschappelijk onderzoek (verder: "Wet Menselijk Lichaamsmateriaal") onverkort van toepassing zou zijn op post-mortem wegname van gameten en embryo's, en dat er derhalve zelfs een vermoeden van toestemming zou gelden voor een dergelijke wegname of gebruik (zonder enige beperking in de tijd). De Raad van State gaat hierbij voorbij aan de idee dat de Wet Medisch Begeleide Voortplanting als *lex specialis* uitdrukkelijk afwijkende bepalingen bevat, met betrekking tot de vereiste van toestemming voor de wegname en het gebruik van gameten en embryo's, zowel bij leven als na overlijden, en dat derhalve geen toepassing kan worden gemaakt van het algemene principe van vermoeden van toestemming, vervat in artikel 12 Wet Menselijk Lichaamsmateriaal.

Het vermelde artikel 12 van de Wet Menselijk Lichaamsmateriaal dient, als *lex generalis*, te wijken voor de idee dat de *lex specialis*, zijnde de Wet Medisch Begeleide Voortplanting, uitdrukkelijk de toestemming vereist voor elke donatie en elk gebruik: elke donatie en elk gebruik, of het nu gaat over overtallige gameten/embryo's, dan wel gameten die specifiek worden gedoneerd (zonder dat ze als overtallige gameten, lees: na afloop van de kindwens, worden gedoneerd), zie art. 7 (Opstellen overeenkomst met de wensouders, waarin o.a. bepaald wordt wat er met de overtallige gameten dient te gebeuren); 29 (voorafgaande informatie die aan donors van overtallige embryo's moet worden gegeven); 30 (uitdrukkelijke vermelding van overtallige embryo's in de overeenkomst, waar de wensouders mee moeten instemmen, met inbegrip van het akkoord m.b.t. de uiteindelijke bestemming van de gameten/embryo's); 38 (Gameten mogen in geen geval een andere bestemming krijgen dan welke bepaald is in de overeenkomst bedoeld in de artikelen 7 en 42); 39 (De bepalingen van deze titel zijn ook van toepassing op gonaden en fragmenten van gonaden.); 42 (verplichting overeenkomst, met inbegrip van oogmerk waarvoor gameten kunnen worden bestemd); 58 (verplichting om voorafgaandelijk informatie te verschaffen aan donoren van gameten, o.a. over de gevolgen van het gebruik);

donneurs de gamètes, énumérant, entre autres, les conditions à remplir pour donner des gamètes).

Les articles énumérés, en tant que *lex specialis*, s'opposent à la simple application d'une présomption de consentement *post mortem*, comme le prévoit l'article 12 de la Loi Matériel Corporel Humain. Il est tout simplement impossible de respecter, entre autres, les obligations d'information et d'établir une convention avec un donneur décédé. En vertu du principe de la primauté de la *lex specialis* sur la loi générale, il faut donc conclure que l'article 12 de la Loi Matériel Corporel Humain ne peut être appliqué aux gamètes et aux embryons, bien que l'application de cet article n'ait pas été expressément exclue par l'article 3 de la Loi Matériel Corporel Humain.

En résumé, le Conseil d'État n'est donc pas suivi car les auteurs du projet sont d'avis que tous les types d'utilisation post-mortem sont effectivement réglementés dans le cadre de la loi sur la procréation médicalement assistée.

L'avis du Conseil d'État a bien été suivi en ce qui concerne la mention, dans le projet d'article, que le raccourcissement ou la prolongation du délai de conservation des embryons, à la demande des auteurs du projet parental, ne peut entraîner une extension de la période d'utilisation post-mortem.

Art. 3

L'interdiction d'utiliser les gamètes conservés pour une application post-mortem, après l'expiration d'un délai de deux ans après le décès de l'auteur du plan parental, est remplacé par une interdiction d'utiliser ces gamètes après l'expiration d'un délai de cinq ans après le décès, pour autant que le délai de dix ans visé à l'article 46, alinéa 1^{er} de la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes, ne soit pas dépassé. Il est renvoyé au commentaire de l'article 2.

L'avis du Conseil d'État a été suivi en ce qui concerne la mention, dans le projet d'article, que le raccourcissement ou la prolongation du délai de conservation des gamètes, à la demande des auteurs du projet parental, ne peut entraîner une extension de la période d'utilisation post-mortem.

59 (overeenkomst met de donoren van gameten, waarbij o.a. wordt opgelijst waaraan moet worden voldaan om gameten te kunnen doneren).

De opgelijste artikelen verzetten zich, als *lex specialis*, tegen de eenvoudige toepassing van een vermoeden van toestemming *post mortem*, zoals vervat in artikel 12 Wet Menselijke Lichaamsmateriaal. Het is eenvoudigweg onmogelijk om te voldoen aan o.a. de verplichtingen tot informatieverschaffing en het opstellen van een overeenkomst met een overleden donor. Gelet op het principe dat de *lex specialis* voorrang heeft op de algemene wet, moet derhalve worden geconcludeerd dat art.12 Wet Menselijke Lichaamsmateriaal niet kan worden toegepast op gameten en embryo's, ondanks het feit dat de toepassing van dit artikel niet uitdrukkelijk werd uitgesloten in artikel 3 Wet Menselijke Lichaamsmateriaal.

Samenvattend, wordt de Raad van State dus niet gevolgd omdat de stellers van het ontwerp van oordeel zijn dat wel degelijk alle types van post-mortemgebruik geregeld zijn binnen het toepassingsgebied van de Wet medisch begeleide voortplanting.

Het advies van de Raad van State werd wel gevolgd wat betreft het vermelden, in het ontworpen artikel, dat de inkorting of verlenging van de bewaartermijn van de embryo's, op verzoek van de wensouders, geen verlenging van de termijn voor post-mortemgebruik tot gevolg kan hebben.

Art. 3

Het verbod om de bewaarde gameten voor toepassing post mortem te gebruiken na het verstrijken van een termijn van twee jaar na het overlijden van de wensouder, wordt vervangen door een verbod tot gebruik na het verstrijken van een termijn van vijf jaar na het overlijden, in zoverre de termijn van tien jaar vervat in artikel 46, eerste lid van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten niet wordt overschreden. Zie hieromtrent de toelichting bij artikel 2.

Het advies van de Raad van State werd gevolgd wat betreft het vermelden, in het ontworpen artikel, dat de inkorting of verlenging van de bewaartermijn van de gameten, op verzoek van de wensouders, geen verlenging van de termijn voor post-mortemgebruik tot gevolg kan hebben.

Art. 4

L'article contient un régime transitoire pour l'auteur du plan parental pour lequel le délai de deux ans a déjà expiré, mais pour lequel le délai de cinq ans n'aurait pas encore expiré.

Si les gamètes ou les embryons sont encore disponibles, c'est-à-dire s'ils n'ont pas encore été attribués à d'autres personnes, utilisés dans un projet de recherche ou détruits, il doit être possible pour ces personnes d'utiliser les gamètes ou les embryons conservés.

En vertu de l'article 17, alinéa 2 (ou, pour les gamètes, de l'article 46, alinéa 2) de la même loi, le délai de cinq ans (pour les embryons, ou de dix ans pour les gamètes) ne peut être raccourci qu'à la demande des auteurs du plan parental (ou de la personne qui a demandé la conservation). Un raccourcissement qui n'a donc pas été inclus à la demande des auteurs du plan parental (ou de la personne qui a demandé la conservation) est donc contraire, au minimum, à la finalité desdites dispositions. Même en considérant la période plus courte de cinq ans pour une utilisation post-mortem des gamètes, une restriction à une période plus courte devrait donc être considérée comme non écrite.

Bien que les actuels articles 16, alinéa 2, et 45, alinéa 2, de la loi du 6 juillet 2007 prévoient déjà que toute disposition conventionnelle contraire à l'alinéa 1^{er} (à savoir les délais d'application post-mortem) sera nulle de plein droit, le Conseil d'État recommande de prévoir un régime transitoire exprès pour les conventions établies sous le régime actuel. À cette fin, l'article 4 prévoit explicitement que, dans la mesure où les centres de fécondation auraient repris le délai de deux ans pour l'utilisation *post mortem*, qui était précédemment en vigueur, dans la convention visée à l'article 7, conclue avec les auteurs du projet parental, cet ajout doit être réputé non écrit.

La remarque du Conseil d'État selon lequel la disposition transitoire proposée devrait être expressément axée sur la période de deux ans mentionnée dans une telle convention et non sur la convention dans son ensemble, ne semble pas fondé. La disposition conçue ne considère en effet comme non écrites que les périodes contraires à l'article 16, alinéa 1^{er}, et à l'article 46, alinéa 1^{er}, les autres dispositions de l'accord restant pleinement en vigueur.

Le ministre de la Santé publique,

Frank Vandenbroucke

Art. 4

Het artikel bevat een overgangsregime voor de wensouder bij wie de periode van twee jaar reeds verstreken is, maar voor wie de periode van vijf jaar nog niet zou zijn verstreken.

In het geval de gameten of embryo's nog beschikbaar zijn, d.w.z. indien de gameten of embryo's nog niet werden toegewezen aan andere personen, gebruikt in een onderzoeksproject of vernietigd, moet het voor deze personen mogelijk zijn om alsnog gebruik te maken van de bewaarde gameten of embryo's.

Overeenkomstig artikel 17, tweede lid (of, voor gameten, artikel 46, tweede lid) van dezelfde wet, kan de termijn van vijf jaar (voor embryo's, of tien jaar voor gameten) slechts worden ingekort op verzoek van de wensouders (of de persoon die de bewaring gevraagd heeft). Een inkorting die derhalve niet op verzoek van de wensouders (of de persoon die de bewaring gevraagd heeft) werd opgenomen, is derhalve strijdig met ten minste de ratio van vermelde bepalingen. Zelfs gelet op de kortere termijn van vijf jaar voor een post-mortemgebruik van gameten, dient een beperking tot een kortere periode aldus als ongeschreven te worden beschouwd.

Hoewel de huidige artikelen 16, tweede lid, en 45, tweede lid, van de wet van 6 juli 2007 reeds voorschrijven dat iedere bepaling van een overeenkomst die strijdig is met het eerste lid (zijnde de termijnen voor post-mortemtoepassing) van rechtswege nietig is, adviseert de Raad van State om een uitdrukkelijke overgangsregeling te voorzien voor overeenkomsten die zijn opgesteld onder de huidige regeling. Daartoe wordt in artikel 4 geëxpliciteerd dat, in zoverre de fertiliteitscentra de tot voorheen geldende termijn van twee jaar voor post-mortemgebruik zouden hebben overgenomen in de overeenkomst bedoeld in artikel 7 van de wet van 6 juli 2007, afgesloten met de wensouders, deze toevoeging als ongeschreven dient te worden beschouwd.

De opmerking van de Raad van State dat de voorgestelde overgangsbepaling uitdrukkelijk moeten worden toegespitst op de termijn van twee jaar die in een dergelijke overeenkomst wordt vermeld en niet op de overeenkomst in haar geheel, lijkt niet gefundeerd. De ontworpen bepaling houdt immers slechts de met artikel 16, eerste lid en artikel 46, eerste lid strijdige termijnen voor ongeschreven; de overige bepalingen van de overeenkomst blijven wel degelijk onverkort gelden.

De minister van Volksgezondheid,

Frank Vandenbroucke

AVANT-PROJET DE LOI

Soumis à l'avis du Conseil d'État

**Avant-projet de loi modifiant la loi du 6 juillet 2007
relative à la procréation médicalement assistée
et à la destination des embryons
surnuméraires et des gamètes**

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 16, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes, les modifications suivantes sont apportées:

1° le mot "deux" est remplacé par le mot "cinq";

2° l'alinéa est complété par la phrase suivante: "Le délai visé par le présent alinéa ne peut pas prolonger le délai visé à l'article 17, alinéa 1^{er} et prend fin en tout état de cause à l'expiration du délai visé à l'article 17, alinéa 1^{er}."

Art. 3. Dans l'article 45, alinéa 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° le mot "deux" est remplacé par le mot "cinq";

2° l'alinéa est complété par la phrase suivante: "Le délai visé par le présent alinéa ne peut pas prolonger le délai visé à l'article 46, alinéa 1^{er} et prend fin en tout état de cause à l'expiration du délai visé à l'article 46, alinéa 1^{er}."

Art. 4. Les embryons conservés par les centres de fécondation dans le cadre d'une mise à disposition pour une application post-mortem pour lesquels le délai de deux ans visé à l'article 16, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes a déjà expiré à la date d'entrée en vigueur de la présente loi restent disponibles pour l'implantation post-mortem, en application de l'article 16, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 juillet 2007 précitée, tel que modifié par la présente loi, pour autant que chacune des conditions suivantes soit remplie:

1° le délai visé à l'article 17, alinéa 1^{er} ou 2, de la loi du 6 juillet 2007 précitée, selon le cas, n'a pas encore expiré;

2° l'instruction visée à l'article 17, alinéa 3, de la loi du 6 juillet 2007 précitée, n'a pas encore été exécutée et les embryons sont donc toujours à la disposition de l'auteur du plan parental survivant.

Les gamètes conservés par les centres de fécondation dans le cadre d'une mise à disposition pour une insémination ou une application post-mortem pour lesquels le délai de deux ans visé à l'article 45, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 6 juillet 2007 précitée a déjà expiré à la date d'entrée en vigueur

VOORONTWERP VAN WET

Onderworpen aan het advies van de Raad van State

**Voorontwerp van wet tot wijziging van de wet
van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide
voortplanting en de bestemming van de overtallige
embryo's en de gameten**

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 16, eerste lid, van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "twee" wordt vervangen door het woord "vijf";

2° het lid wordt aangevuld met de volgende zin: "De termijn bedoeld in dit lid kan niet de termijn bedoeld in artikel 17, eerste lid verlengen en neemt in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 17, eerste lid afloopt."

Art. 3. In artikel 45, eerste lid, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "twee" wordt vervangen door het woord "vijf";

2° het lid wordt aangevuld met de volgende zin: "De termijn bedoeld in dit lid kan niet de termijn bedoeld in artikel 46, eerste lid verlengen en neemt in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 46, eerste lid afloopt."

Art. 4. Embryo's die bewaard worden door fertiliteitscentra in het kader van de terbeschikkingstelling voor een post-mortemtoepassing, en waarvan op de datum van inwerkingtreding van deze wet de termijn van twee jaar, bedoeld in artikel 16, eerste lid, van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten reeds is verlopen, blijven bij toepassing van artikel 16, eerste lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007 zoals gewijzigd bij deze wet, beschikbaar voor post-mortemtoepassing, in zoverre voldaan is aan elk van de volgende voorwaarden:

1° de termijn bedoeld in artikel 17, eerste of tweede lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007, al naargelang het geval, is nog niet verstreken;

2° de instructie, bedoeld in artikel 17, derde lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007, werd nog niet uitgevoerd en de embryo's zijn derhalve nog beschikbaar voor de overlevende wensouder.

Gameten die bewaard worden door fertiliteitscentra in het kader van de terbeschikkingstelling voor een postmorteminséminatie of toepassing, en waarvan op de datum van inwerkingtreding van deze wet de termijn van twee jaar, bedoeld in artikel 45, eerste lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007,

de la présente loi restent disponibles pour une insémination ou une application post-mortem, en application de l'article 45, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 juillet 2007 précitée, tel que modifié par la présente loi, pour autant que chacune des conditions suivantes soit remplie:

1° le délai visé à l'article 46, alinéa 1^{er} ou 2, de la loi du 6 juillet 2007 précitée, n'a pas encore expiré;

2° l'instruction visée à l'article 46, alinéa 3, de la loi du 6 juillet 2007 précitée, n'a pas encore été exécutée et les embryons sont donc toujours à la disposition de l'auteur du plan parental survivant.

reeds is verlopen, blijven bij toepassing van artikel 45, eerste lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007 zoals gewijzigd bij deze wet, beschikbaar voor post-morteminseminatie of -toepassing, in zoverre voldaan is aan elk van de volgende voorwaarden:

1° de termijn bedoeld in artikel 46, eerste of tweede lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007, is nog niet verstreken;

2° de instructie, bedoeld in artikel 46, derde lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007, werd nog niet uitgevoerd en de gameten of embryo's, al naar gelang het geval, zijn derhalve nog beschikbaar voor de overlevende wensouder.

Analyse d'impact de la réglementation

RiA-AiR

- :: Remplissez de préférence le formulaire en ligne ria-air.fed.be
- :: Contactez le Helpdesk si nécessaire ria-air@premier.fed.be
- :: Consultez le manuel, les FAQ, etc. www.simplification.be

Fiche signalétique

Auteur .a.

Membre du Gouvernement compétent	Frank Vandenbroucke
Contact cellule stratégique (nom, email, tél.)	Paul Ballegeer , Paul.Ballegeer@vandenbroucke.fed.be
Administration compétente	Agence fédérale des médicaments et des produits de santé
Contact administration (nom, email, tél.)	Nick Van Gelder , nick.Vangelder@fagg-afmps.be , 02/528.44.51

Projet .b.

Titre du projet de réglementation	Avant-projet de loi modifiant la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes	
Description succincte du projet de réglementation en mentionnant l'origine réglementaire (traités, directive, accord de coopération, actualité, ...), les objectifs poursuivis et la mise en œuvre.	L'article 2 concerne la suppression de l'interdiction d'utiliser des embryons au-delà de deux ans après le décès de l'auteur du projet parental. Après tout, il n'y a aucune justification scientifique ou éthique à la limitation à deux ans. L'article 3 contient mutatis mutandis la même disposition pour l'utilisation des gamètes. La période d'attente de six mois, conçue comme une période de deuil, est maintenue. Il convient toutefois de souligner que cette période de deuil diffère d'une personne à l'autre et qu'une limitation à deux ans peut être trop courte pour cette raison - il ne peut être question d'obliger de facto le patient à procéder à l'utilisation des gamètes ou des embryons (parce que sinon ce n'est plus possible), alors qu'il n'a pas encore digéré la perte	
Analyses d'impact déjà réalisées	☐ Oui ☒ Non	Si oui, veuillez joindre une copie ou indiquer la référence du document : _ _

Consultations sur le projet de réglementation .c.

Consultations obligatoires, facultatives ou informelles :	Parties prenantes impliquées
---	--

Sources utilisées pour effectuer l'analyse d'impact .d.

Statistiques, documents de référence, organisations et personnes de référence :	/
---	---

Date de finalisation de l'analyse d'impact .e.

Formulaire AIR - v2 – oct. 2014

01/12/2022

Quel est l'impact du projet de réglementation sur ces 21 thèmes ?



Un projet de réglementation aura généralement des impacts sur un nombre limité de thèmes.

Une liste non-exhaustive de mots-clés est présentée pour faciliter l'appréciation de chaque thème.

S'il y a des **impacts positifs et / ou négatifs**, **expliquez-les** (sur base des mots-clés si nécessaire) et **indiquez** les mesures prises pour alléger / compenser les éventuels impacts négatifs.

Pour les thèmes 3, 10, 11 et 21, des questions plus approfondies sont posées.

Consultez le [manuel](#) ou contactez le helpdesk ria-air@premier.fed.be pour toute question.

Lutte contre la pauvreté .1.

Revenu minimum conforme à la dignité humaine, accès à des services de qualité, surendettement, risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (y compris chez les mineurs), illettrisme, fracture numérique.

☐ Impact positif

☐ Impact négatif

↓ Expliquez.

☒ Pas d'impact

Égalité des chances et cohésion sociale .2.

Non-discrimination, égalité de traitement, accès aux biens et services, accès à l'information, à l'éducation et à la formation, écart de revenu, effectivité des droits civils, politiques et sociaux (en particulier pour les populations fragilisées, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les minorités).

☐ Impact positif

☐ Impact négatif

↓ Expliquez.

☒ Pas d'impact

Égalité entre les femmes et les hommes .3.

Accès des femmes et des hommes aux ressources : revenus, travail, responsabilités, santé/soins/bien-être, sécurité, éducation/savoir/formation, mobilité, temps, loisirs, etc.

Exercice des droits fondamentaux par les femmes et les hommes : droits civils, sociaux et politiques.

1. Quelles personnes sont directement et indirectement concernées par le projet et quelle est la composition sexuée de ce(s) groupe(s) de personnes ?

Si aucune personne n'est concernée, expliquez pourquoi.

[Les modifications proposées concernent les auteurs d'un projet parental en vertu de l'article 2, point f\), de la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée.](#)

↓ Si des personnes sont concernées, répondez à la question 2.

2. Identifiez les éventuelles différences entre la situation respective des femmes et des hommes dans la matière relative au projet de réglementation.

[Les modifications proposés concernent les auteurs d'un projet parental sans distinction de sexe](#)

↓ S'il existe des différences, répondez aux questions 3 et 4.

3. Certaines de ces différences limitent-elles l'accès aux ressources ou l'exercice des droits fondamentaux des femmes ou des hommes (différences problématiques) ? [O/N] > expliquez

--

4. Compte tenu des réponses aux questions précédentes, identifiez les impacts positifs et négatifs du projet sur l'égalité des femmes et les hommes ?

--

↓ S'il y a des impacts négatifs, répondez à la question 5.

5. Quelles mesures sont prises pour alléger / compenser les impacts négatifs ?

--

Santé .4.

Accès aux soins de santé de qualité, efficacité de l'offre de soins, espérance de vie en bonne santé, traitements des maladies chroniques (maladies cardiovasculaires, cancers, diabète et maladies respiratoires chroniques), déterminants de la santé (niveau socio-économique, alimentation, pollution), qualité de la vie.

☒ Impact positif ☐ Impact négatif

↓ Expliquez.

☐ Pas d'impact

Les modifications proposées par les articles 2 et 3 ont un impact indirect sur la santé publique. Il s'agit de la suppression de l'interdiction d'utiliser des embryons ou des gamètes plus de deux ans après le décès de l'auteur du projet parental. En effet, il n'y a aucune justification scientifique ou éthique à la limitation à deux ans. Un délai d'attente de six mois, conçu comme une période de deuil, est retenu, mais une restriction à deux ans pourrait être trop courte - il ne peut être question que le patient soit de facto contraint de procéder à l'utilisation des gamètes ou des embryons (parce que sinon ce n'est plus possible), alors qu'il n'a pas encore digéré la perte.

Emploi .5.

Accès au marché de l'emploi, emplois de qualité, chômage, travail au noir, conditions de travail et de licenciement, carrière, temps de travail, bien-être au travail, accidents de travail, maladies professionnelles, équilibre vie privée - vie professionnelle, rémunération convenable, possibilités de formation professionnelle, relations collectives de travail.

☐ Impact positif ☐ Impact négatif

↓ Expliquez.

☒ Pas d'impact

--

Modes de consommation et production .6.

Stabilité/prévisibilité des prix, information et protection du consommateur, utilisation efficace des ressources, évaluation et intégration des externalités (environnementales et sociales) tout au long du cycle de vie des produits et services, modes de gestion des organisations.

☐ Impact positif ☐ Impact négatif

↓ Expliquez.

☒ Pas d'impact

--

Développement économique .7.

Création d'entreprises, production de biens et de services, productivité du travail et des ressources/matières premières, facteurs de compétitivité, accès au marché et à la profession, transparence du marché, accès aux marchés publics, relations commerciales et financières internationales, balance des importations/exportations, économie souterraine, sécurité d'approvisionnement des ressources énergétiques, minérales et organiques.

☐ Impact positif ☐ Impact négatif

↓ Expliquez.

☒ Pas d'impact

--

Investissements .8.

Investissements en capital physique (machines, véhicules, infrastructures), technologique, intellectuel (logiciel, recherche et développement) et humain, niveau d'investissement net en pourcentage du PIB.

☐ Impact positif ☐ Impact négatif

↓ Expliquez.

☒ Pas d'impact

--

Recherche et développement .9.

Opportunités de recherche et développement, innovation par l'introduction et la diffusion de nouveaux modes de production, de nouvelles pratiques d'entreprises ou de nouveaux produits et services, dépenses de recherche et de développement.

☐ Impact positif ☐ Impact négatif

↓ Expliquez.

☒ Pas d'impact

--

PME .10.

Impact sur le développement des PME.

1. Quelles entreprises sont directement et indirectement concernées par le projet ?
 Détaillez le(s) secteur(s), le nombre d'entreprises, le % de PME (< 50 travailleurs) dont le % de micro-entreprise (< 10 travailleurs).
 Si aucune entreprise n'est concernée, expliquez pourquoi.
 Les dispositions de l'avant-projet concernent les centres de fertilité en milieu hospitalier, visés par l'arrêté royal du 15 février 1999 établissant les normes auxquelles doivent répondre les programmes de soins " médecine de la reproduction " pour être reconnus.
 ↓ Si des PME sont concernées, répondez à la question 2.
2. Identifiez les impacts positifs et négatifs du projet sur les PME.
 N.B. les impacts sur les charges administratives doivent être détaillés au thème 11
 --
 ↓ S'il y a un impact négatif, répondez aux questions 3 à 5.
3. Ces impacts sont-ils proportionnellement plus lourds sur les PME que sur les grandes entreprises ? [O/N] > expliquez
 --
4. Ces impacts sont-ils proportionnels à l'objectif poursuivi ? [O/N] > expliquez
 --
5. Quelles mesures sont prises pour alléger / compenser les impacts négatifs ?
 --

Charges administratives .11.

Réduction des formalités et des obligations administratives liées directement ou indirectement à l'exécution, au respect et/ou au maintien d'un droit, d'une interdiction ou d'une obligation.

↓ Si des citoyens (cf. thème 3) et/ou des entreprises (cf. thème 10) sont concernés, répondez aux questions suivantes.

1. Identifiez, par groupe concerné, les formalités et les obligations nécessaires à l'application de la réglementation.
 S'il n'y a aucune formalité ou obligation, expliquez pourquoi.

a. Aucune ↓ S'il y a des formalités et des obligations dans la réglementation actuelle*, répondez aux questions 2a à 4a.	b. Aucune ↓ S'il y a des formalités et des obligations dans la réglementation en projet**, répondez aux questions 2b à 4b.
---	---
2. Quels documents et informations chaque groupe concerné doit-il fournir ?

a. --*	b. --**
--------	---------
3. Comment s'effectue la récolte des informations et des documents, par groupe concerné ?

a. --*	b. --**
--------	---------
4. Quelles est la périodicité des formalités et des obligations, par groupe concerné ?

a. --*	b. --**
--------	---------
5. Quelles mesures sont prises pour alléger / compenser les éventuels impacts négatifs ?
 --

Énergie .12.

Mix énergétique (bas carbone, renouvelable, fossile), utilisation de la biomasse (bois, biocarburants), efficacité énergétique, consommation d'énergie de l'industrie, des services, des transports et des ménages, sécurité d'approvisionnement, accès aux biens et services énergétiques.		
☐ Impact positif	☐ Impact négatif	↓ Expliquez. ☒ Pas d'impact

Mobilité .13.

Volume de transport (nombre de kilomètres parcourus et nombre de véhicules), offre de transports collectifs, offre routière, ferroviaire, maritime et fluviale pour les transports de marchandises, répartitions des modes de transport (modal shift), sécurité, densité du trafic.		
☐ Impact positif	☐ Impact négatif	↓ Expliquez. ☒ Pas d'impact

Alimentation .14.

Accès à une alimentation sûre (contrôle de qualité), alimentation saine et à haute valeur nutritionnelle, gaspillages, commerce équitable.		
☐ Impact positif	☐ Impact négatif	↓ Expliquez. ☒ Pas d'impact

Changements climatiques .15.

Émissions de gaz à effet de serre, capacité d'adaptation aux effets des changements climatiques, résilience, transition énergétique, sources d'énergies renouvelables, utilisation rationnelle de l'énergie, efficacité énergétique, performance énergétique des bâtiments, piégeage du carbone.		
☐ Impact positif	☐ Impact négatif	↓ Expliquez. ☒ Pas d'impact

Ressources naturelles .16.

Gestion efficace des ressources, recyclage, réutilisation, qualité et consommation de l'eau (eaux de surface et souterraines, mers et océans), qualité et utilisation du sol (pollution, teneur en matières organiques, érosion, assèchement, inondations, densification, fragmentation), déforestation.		
☐ Impact positif	☐ Impact négatif	↓ Expliquez. ☒ Pas d'impact

Air intérieur et extérieur .17.

Qualité de l'air (y compris l'air intérieur), émissions de polluants (agents chimiques ou biologiques : méthane, hydrocarbures, solvants, SOx, NOx, NH3), particules fines.		
☐ Impact positif	☐ Impact négatif	↓ Expliquez. ☒ Pas d'impact

Biodiversité .18.

Niveaux de la diversité biologique, état des écosystèmes (restauration, conservation, valorisation, zones protégées), altération et fragmentation des habitats, biotechnologies, brevets d'invention sur la matière biologique, utilisation des ressources génétiques, services rendus par les écosystèmes (purification de l'eau et de l'air, ...), espèces domestiquées ou cultivées, espèces exotiques envahissantes, espèces menacées.		
☐ Impact positif	☐ Impact négatif	↓ Expliquez. ☒ Pas d'impact

Nuisances .19.

Nuisances sonores, visuelles ou olfactives, vibrations, rayonnements ionisants, non ionisants et électromagnétiques, nuisances lumineuses.

☐ Impact positif ☐ Impact négatif  Expliquez. ☒ Pas d'impact

Autorités publiques .20.

☐ Impact positif
 ☐ Impact négatif
 Expliquez.
 ☒ Pas d'impact

Cohérence des politiques en faveur du développement .21.

Prise en considération des impacts involontaires des mesures politiques belges sur les intérêts des pays en développement.

1. Identifiez les éventuels impacts directs et indirects du projet sur les pays en développement dans les domaines suivants :
 - sécurité alimentaire
 - santé et accès aux médicaments
 - travail décent
 - commerce local et international
 - revenus et mobilisations de ressources domestiques (taxation)
 - mobilité des personnes
 - environnement et changements climatiques (mécanismes de développement propre)
 - paix et sécurité

Expliquez si aucun pays en développement n'est concerné.

[Le champ d'application territorial des dispositions proposées est limité à la Belgique.](#)

↓ S'il y a des impacts positifs et/ou négatifs, répondez à la question 2.

2. Précisez les impacts par groupement régional ou économique (lister éventuellement les pays). Cf. manuel

--

↓ S'il y a des impacts négatifs, répondez à la question 3.

3. Quelles mesures sont prises pour les alléger / compenser les impacts négatifs ?

--

Regelgevingsimpactanalyse

RiA-AiR

- :: Vul het formulier bij voorkeur online in ria-air.fed.be
- :: Contacteer de helpdesk indien nodig ria-air@premier.fed.be
- :: Raadpleeg de handleiding, de FAQ, enz. www.vereenvoudiging.be

Beschrijvende fiche

Auteur .a.

Bevoegd regeringslid	Frank Vandenbroucke
Contactpersoon beleidscel (Naam, E-mail, Tel. Nr.)	Paul Ballegeer, Paul.Ballegeer@vandenbroucke.fed.be
Overheidsdienst	Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten
Contactpersoon overheidsdienst (Naam, E-mail, Tel. Nr.)	Nick Van Gelder, nick.vangelder@fagg-afmps.be, 02/528.44.51

Ontwerp .b.

Titel van het ontwerp van regelgeving	Voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van overtallige embryo's en gameten
Korte beschrijving van het ontwerp van regelgeving met vermelding van de oorsprong (verdrag, richtlijn, samenwerkingsakkoord, actualiteit, ...), de beoogde doelen van uitvoering.	Artikel 2 betreft het wijzigen van het verbod om embryo's te gebruiken, later dan twee jaar na het overlijden van de wensouder. Artikel 3 bevat mutatis mutandis dezelfde bepaling voor het gebruik van gameten. De wachtermijn van zes maanden, die bedoeld wordt als een rouwperiode, wordt behouden. Er moet echter worden benadrukt dat deze rouwperiode verschilt van persoon tot persoon, en dat een beperking tot twee jaar alleen al om die reden te kort kan zijn – het kan niet de bedoeling zijn dat een patiënt de facto gedwongen wordt om over te gaan tot het gebruik van de gameten of embryo's (omdat het anders niet meer mogelijk is), wanneer de patiënt het verlies nog niet heeft verwerkt.
Impactanalyses reeds uitgevoerd	☐ Ja Indien ja, gelieve een kopie bij te voegen of de referentie van het document te vermelden: __ ☒ Nee

Raadpleging over het ontwerp van regelgeving .c.

Verplichte, facultatieve of informele raadplegingen:	Betrokken stakeholders
--	------------------------

Bronnen gebruikt om de impactanalyse uit te voeren .d.

Statistieken, referentiedocumenten, organisaties en contactpersonen:	/
--	---

Datum van beëindiging van de impactanalyse .e.

RIA formulier - v2 - oct. 2014

01/12/2022

Welke impact heeft het ontwerp van regelgeving op deze 21 thema's?

Een ontwerp van regelgeving zal meestal slechts impact hebben op enkele thema's.

Een niet-exhaustieve lijst van trefwoorden is gegeven om de inschatting van elk thema te vergemakkelijken.



Indien er een **positieve en/of negatieve impact** is, leg deze uit (gebruik indien nodig trefwoorden) en vermeld welke maatregelen worden genomen om de eventuele negatieve effecten te verlichten/te compenseren.

Voor de thema's **3, 10, 11** en **21**, worden meer gedetailleerde vragen gesteld.

Raadpleeg de [handleiding](#) of contacteer de helpdesk ria-air@premier.fed.be indien u vragen heeft.

Kansarmoedebestrijding .1.

Menswaardig minimuminkomen, toegang tot kwaliteitsvolle diensten, schuldenoverlast, risico op armoede of sociale uitsluiting (ook bij minderjarigen), ongeletterdheid, digitale kloof.

☐ Positieve impact

☐ Negatieve impact



Leg uit.

☒ Geen impact

--

Gelijke Kansen en sociale cohesie .2.

Non-discriminatie, gelijke behandeling, toegang tot goederen en diensten, toegang tot informatie, tot onderwijs en tot opleiding, loonkloof, effectiviteit van burgerlijke, politieke en sociale rechten (in het bijzonder voor kwetsbare bevolkingsgroepen, kinderen, ouderen, personen met een handicap en minderheden).

☐ Positieve impact

☐ Negatieve impact



Leg uit.

☒ Geen impact

--

Gelijkheid van vrouwen en mannen .3.

Toegang van vrouwen en mannen tot bestaansmiddelen: inkomen, werk, verantwoordelijkheden, gezondheid/zorg/welzijn, veiligheid, opleiding/kennis/vorming, mobiliteit, tijd, vrije tijd, etc.

Uitoefening door vrouwen en mannen van hun fundamentele rechten: burgerlijke, sociale en politieke rechten.

1. Op welke personen heeft het ontwerp (rechtstreeks of onrechtstreeks) een impact en wat is de naar geslacht uitgesplitste samenstelling van deze groep(en) van personen?

Indien geen enkele persoon betrokken is, leg uit waarom.

[De voorgestelde wijzigingen hebben betrekking op wensouders volgens art. 2, f\) van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medische begeleide voortplanting](#)



Indien er personen betrokken zijn, beantwoord dan vraag 2.



2. Identificeer de eventuele verschillen in de respectieve situatie van vrouwen en mannen binnen de materie waarop het ontwerp van regelgeving betrekking heeft.

[De voorgestelde wijziging heeft betrekking op wensouders zonder onderscheid van geslacht](#)



Indien er verschillen zijn, beantwoord dan vragen 3 en 4.



3. Beperken bepaalde van deze verschillen de toegang tot bestaansmiddelen of de uitoefening van fundamentele rechten van vrouwen of mannen (problematische verschillen)? [J/N] > Leg uit

--



4. Identificeer de positieve en negatieve impact van het ontwerp op de gelijkheid van vrouwen en mannen, rekening houdend met de voorgaande antwoorden?

--



Indien er een negatieve impact is, beantwoord dan vraag 5.



5. Welke maatregelen worden genomen om de negatieve impact te verlichten / te compenseren?

--

Gezondheid .4.

Toegang tot kwaliteitsvolle gezondheidszorg, efficiëntie van het zorgaanbod, levensverwachting in goede gezondheid, behandelingen van chronische ziekten (bloedvatenziekten, kankers, diabetes en chronische ademhalingsziekten), gezondheidsdeterminanten (sociaaleconomisch niveau, voeding, verontreiniging), levenskwaliteit.

☒ Positieve impact ☐ Negatieve impact Leg uit.

☐ Geen impact

De voorgestelde wijzigingen in de artikelen 2 en 3 hebben een indirecte impact op de volksgezondheid. Het betreft het wijzigen van het verbod om embryo's of gameten te gebruiken, later dan twee jaar na het overlijden van de wensouder. Een wachttermijn van zes maanden, die bedoeld wordt als een rouwperiode, wordt behouden, maar een beperking tot twee jaar kan te kort zijn – het kan niet de bedoeling zijn dat een patiënt de facto gedwongen wordt om over te gaan tot het gebruik van de gameten of embryo's (omdat het anders niet meer mogelijk is), wanneer de patiënt het verlies nog niet heeft verwerkt.

Werkgelegenheid .5.

Toegang tot de arbeidsmarkt, kwaliteitsvolle banen, werkloosheid, zwartwerk, arbeids- en ontslagomstandigheden, loopbaan, arbeidstijd, welzijn op het werk, arbeidsongevallen, beroepsziekten, evenwicht privé- en beroepsleven, gepaste verloning, mogelijkheid tot beroepsopleiding, collectieve arbeidsverhoudingen.

☐ Positieve impact ☐ Negatieve impact Leg uit.

☒ Geen impact

--

Consumptie- en productiepatronen .6.

Prijsstabiliteit of -voorzienbaarheid, inlichting en bescherming van de consumenten, doeltreffend gebruik van hulpbronnen, evaluatie en integratie van (sociale- en milieu-) externaliteiten gedurende de hele levenscyclus van de producten en diensten, beheerpatronen van organisaties.

☐ Positieve impact ☐ Negatieve impact Leg uit.

☒ Geen impact

--

Economische ontwikkeling .7.

Oprichting van bedrijven, productie van goederen en diensten, arbeidsproductiviteit en productiviteit van hulpbronnen/grondstoffen, competitiviteitsfactoren, toegang tot de markt en tot het beroep, markttransparantie, toegang tot overheidsopdrachten, internationale handels- en financiële relaties, balans import/export, ondergrondse economie, bevoorradingszekerheid van zowel energiebronnen als minerale en organische hulpbronnen.

☐ Positieve impact ☐ Negatieve impact Leg uit.

☒ Geen impact

--

Investeringen .8.

Investeringen in fysiek (machines, voertuigen, infrastructuur), technologisch, intellectueel (software, onderzoek en ontwikkeling) en menselijk kapitaal, nettoinvesteringcijfer in procent van het bbp.

☐ Positieve impact ☐ Negatieve impact Leg uit.

☒ Geen impact

--

Onderzoek en ontwikkeling .9.

Mogelijkheden betreffende onderzoek en ontwikkeling, innovatie door de invoering en de verspreiding van nieuwe productiemethodes, nieuwe ondernemingspraktijken of nieuwe producten en diensten, onderzoeks- en ontwikkelingsuitgaven.

☐ Positieve impact ☐ Negatieve impact Leg uit.

☒ Geen impact

--

Kmo's .10.

Impact op de ontwikkeling van de kmo's.

1. Welke ondernemingen zijn rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken?

Beschrijf de sector(en), het aantal ondernemingen, het % kmo's (< 50 werknemers), waaronder het % micro-ondernemingen (< 10 werknemers).

Indien geen enkele onderneming betrokken is, leg uit waarom.

De bepalingen van het voorontwerp hebben betrekking op de fertiliteitscentra in de ziekenhuizen, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 15 februari 1999 houdende vaststelling van de normen waaraan de zorgprogramma's "reproductieve geneeskunde" moeten voldoen om erkend te worden

↓ Indien er kmo's betrokken zijn, beantwoord dan vraag 2.

2. Identificeer de positieve en negatieve impact van het ontwerp op de kmo's.
N.B. De impact op de administratieve lasten moet bij thema 11 gedetailleerd worden.

--

↓ Indien er een negatieve impact is, beantwoord dan vragen 3 tot 5.

3. Is deze impact verhoudingsgewijs zwaarder voor de kmo's dan voor de grote ondernemingen? [J/N] > Leg uit

--

4. Staat deze impact in verhouding tot het beoogde doel? [J/N] > Leg uit

--

5. Welke maatregelen worden genomen om deze negatieve impact te verlichten / te compenseren?

--

Administratieve lasten .11.

Verlaging van de formaliteiten en administratieve verplichtingen die direct of indirect verbonden zijn met de uitvoering, de naleving en/of de instandhouding van een recht, een verbod of een verplichting.

↓ Indien burgers (zie thema 3) en/of ondernemingen (zie thema 10) betrokken zijn, beantwoord dan volgende vragen.

1. Identificeer, per betrokken doelgroep, de nodige formaliteiten en verplichtingen voor de toepassing van de regelgeving. Indien er geen enkele formaliteiten of verplichtingen zijn, leg uit waarom.

a. Geen

b. geen

↓ Indien er formaliteiten en/of verplichtingen zijn in de huidige* regelgeving, beantwoord dan vragen 2a tot 4a.

↓ Indien er formaliteiten en/of verplichtingen zijn in het ontwerp van regelgeving**, beantwoord dan vragen 2b tot 4b.

2. Welke documenten en informatie moet elke betrokken doelgroep verschaffen?

a. --*

b. --**

3. Hoe worden deze documenten en informatie, per betrokken doelgroep, ingezameld?

a. --*

b. --**

4. Welke is de periodiciteit van de formaliteiten en verplichtingen, per betrokken doelgroep?

a. --*

b. --**

5. Welke maatregelen worden genomen om de eventuele negatieve impact te verlichten / te compenseren?

--

Energie .12.

Energimix (koolstofarm, hernieuwbaar, fossiel), gebruik van biomassa (hout, biobrandstoffen), energie-efficiëntie, energieverbruik van de industrie, de dienstensector, de transportsector en de huishoudens, bevoorradingszekerheid, toegang tot energiediensten en -goederen.		
☐ Positieve impact	☐ Negatieve impact	☒ Leg uit. ☒ Geen impact

Mobiliteit .13.

Transportvolume (aantal afgelegde kilometers en aantal voertuigen), aanbod van gemeenschappelijk personenvervoer, aanbod van wegen, sporen en zee- en binnenvaart voor goederenvervoer, verdeling van de vervoerswijzen (modal shift), veiligheid, verkeersdichtheid.		
☐ Positieve impact	☐ Negatieve impact	☒ Leg uit. ☒ Geen impact

Voeding .14.

Toegang tot veilige voeding (kwaliteitscontrole), gezonde en voedzame voeding, verspilling, eerlijke handel.		
☐ Positieve impact	☐ Negatieve impact	☒ Leg uit. ☒ Geen impact

Klimaatverandering .15.

Uitstoot van broeikasgassen, aanpassingsvermogen aan de gevolgen van de klimaatverandering, veerkracht, energie overgang, hernieuwbare energiebronnen, rationeel energiegebruik, energie-efficiëntie, energieprestaties van gebouwen, winnen van koolstof.		
☐ Positieve impact	☐ Negatieve impact	☒ Leg uit. ☒ Geen impact

Natuurlijke hulpbronnen .16.

Efficiënt beheer van de hulpbronnen, recyclage, hergebruik, waterkwaliteit en -consumptie (oppervlakte- en grondwater, zeeën en oceanen), bodemkwaliteit en -gebruik (verontreiniging, organisch stofgehalte, erosie, drooglegging, overstromingen, verdichting, fragmentatie), ontbossing.		
☐ Positieve impact	☐ Negatieve impact	☒ Leg uit. ☒ Geen impact

Buiten- en binnenlucht .17.

Luchtkwaliteit (met inbegrip van de binnenlucht), uitstoot van verontreinigende stoffen (chemische of biologische agentia: methaan, koolwaterstoffen, oplosmiddelen, SOX, NOX, NH3), fijn stof.		
☐ Positieve impact	☐ Negatieve impact	☒ Leg uit. ☒ Geen impact

Biodiversiteit .18.

Graad van biodiversiteit, stand van de ecosystemen (herstelling, behoud, valorisatie, beschermde zones), verandering en fragmentatie van de habitatten, biotechnologieën, uitvindingsoctrooien in het domein van de biologie, gebruik van genetische hulpbronnen, diensten die de ecosystemen leveren (water- en luchtzuivering, enz.), gedomesticeerde of gecultiveerde soorten, invasieve uitheemse soorten, bedreigde soorten.		
☐ Positieve impact	☐ Negatieve impact	☒ Leg uit. ☒ Geen impact

Hinder .19.

Geluids-, geur- of visuele hinder, trillingen, ioniserende, niet-ioniserende en elektromagnetische stralingen, lichtoverlast.		
☐ Positieve impact	☐ Negatieve impact	☒ Geen impact Leg uit.

Overheid .20.

Democratische werking van de organen voor overleg en beraadslaging, dienstverlening aan gebruikers, klachten, beroep, protestbewegingen, wijze van uitvoering, overheidsinvesteringen.		
☐ Positieve impact	☐ Negatieve impact	☒ Geen impact Leg uit.

Beleidscoherentie ten gunste van ontwikkeling .21.

Inachtneming van de onbedoelde neveneffecten van de Belgische beleidsmaatregelen op de belangen van de ontwikkelingslanden.									
1. Identificeer de eventuele rechtstreekse of onrechtstreekse impact van het ontwerp op de ontwikkelingslanden op het vlak van: <table border="0"> <tr> <td>o voedselveiligheid</td> <td>o inkomens en mobilisering van lokale middelen (taxatie)</td> </tr> <tr> <td>o gezondheid en toegang tot geneesmiddelen</td> <td>o mobiliteit van personen</td> </tr> <tr> <td>o waardig werk</td> <td>o leefmilieu en klimaatverandering (mechanismen voor schone ontwikkeling)</td> </tr> <tr> <td>o lokale en internationale handel</td> <td>o vrede en veiligheid</td> </tr> </table> Indien er geen enkelen ontwikkelingsland betrokken is, leg uit waarom. Het territoriale toepassingsgebied van de voorgestelde bepalingen is beperkt tot België.		o voedselveiligheid	o inkomens en mobilisering van lokale middelen (taxatie)	o gezondheid en toegang tot geneesmiddelen	o mobiliteit van personen	o waardig werk	o leefmilieu en klimaatverandering (mechanismen voor schone ontwikkeling)	o lokale en internationale handel	o vrede en veiligheid
o voedselveiligheid	o inkomens en mobilisering van lokale middelen (taxatie)								
o gezondheid en toegang tot geneesmiddelen	o mobiliteit van personen								
o waardig werk	o leefmilieu en klimaatverandering (mechanismen voor schone ontwikkeling)								
o lokale en internationale handel	o vrede en veiligheid								
↓	Indien er een positieve en/of negatieve impact is, beantwoord dan vraag 2.								
2. Verduidelijk de impact per regionale groepen of economische categorieën (eventueel landen oplijsten). Zie bijlage									
↓	Indien er een negatieve impact is, beantwoord dan vraag 3.								
3. Welke maatregelen worden genomen om de negatieve impact te verlichten / te compenseren?									

**AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT
N° 72.995/3 DU 31 MARS 2023**

Le 30 janvier 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes".

L'avant-projet a été examiné par la troisième chambre le 14 mars 2023. La chambre était composée de Jeroen VAN NIEUWENHOVE, président de chambre, Koen MUYLLE et Inge Vos, conseillers d'État, Jan VELAERS et Bruno PEETERS, assesseurs, TRUYENS, greffier.

Le rapport a été présenté par Rein THIELEMANS, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Jeroen VAN NIEUWENHOVE, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 31 mars 2023.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique¹ et l'accomplissement des formalités prescrites.

*

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

2. L'article 15 de la loi du 6 juillet 2007 "relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes" dispose que dans l'hypothèse où les auteurs du projet parental avaient cryoconservé des embryons surnuméraires en vue d'un projet parental ultérieur et pour autant qu'ils l'aient expressément prévu dans la convention visée aux articles 7 et 13 de cette loi², l'implantation post-mortem d'embryons surnuméraires est possible. Conformément à l'article 16 de cette même loi, il ne pourra être procédé à l'implantation post-mortem qu'au terme d'un délai de six mois prenant cours au décès de l'auteur du projet parental et, au plus tard, dans les deux ans qui suivent le décès dudit auteur.

¹ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par "fondement juridique" la conformité avec les normes supérieures.

² Il s'agit de la convention entre les auteurs du projet parental et le centre de fécondation devant être établie préalablement à toute démarche médicale relative à la procréation médicalement assistée.

**ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE
NR. 72.995/3 VAN 31 MAART 2023**

Op 30 januari 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten".

Het voorontwerp is door de derde kamer onderzocht op 14 maart 2023. De kamer was samengesteld uit Jeroen VAN NIEUWENHOVE, kamervoorzitter, Koen MUYLLE en Inge Vos, staatsraden, Jan VELAERS en Bruno PEETERS, assesseurs, en Astrid TRUYENS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Rein THIELEMANS, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jeroen VAN NIEUWENHOVE, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 31 maart 2023.

*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond¹, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

2. Artikel 15 van de wet van 6 juli 2007 "betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten" bepaalt dat wanneer de wensouders de overtallige embryo's door invriezing hebben laten bewaren met het oog op de latere invulling van een kinderwens en zij dit uitdrukkelijk hebben vermeld in de overeenkomst bedoeld in de artikelen 7 en 13 van die wet,² post-mortemimplantatie van overtallige embryo's geoorloofd is. Overeenkomstig artikel 16 van dezelfde wet kan post-mortemimplantatie ten vroegste geschieden zes maanden na het overlijden van de wensouder en ten laatste twee jaar na dat overlijden. Iedere bepaling van een overeenkomst die

¹ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

² Dit is de overeenkomst tussen de wensouders en het fertiliteitscentrum die moet worden opgesteld voordat wordt overgegaan tot enige medische stap die verband houdt met medisch begeleide voortplanting.

Toute disposition conventionnelle contraire à cette disposition sera nulle de plein droit. Les articles 44 et 45 de cette même loi comportent des dispositions analogues concernant les gamètes surnuméraires.

L'avant-projet de loi soumis pour avis a pour objet de porter à cinq ans le délai de deux ans suivant le décès (articles 2, 1°, et 3, 1°, de l'avant-projet). Ce nouveau délai ne peut toutefois pas prolonger le délai de cryoconservation des embryons et des gamètes surnuméraires en vue de la réalisation d'un projet parental ou d'un projet parental ultérieur (en principe cinq, respectivement dix ans à partir du jour de la cryoconservation)³ et prend en tout état de cause fin à l'expiration de ce dernier (articles 2, 2°, et 3, 2°, de l'avant-projet).

L'article 4 de l'avant-projet comporte des dispositions transitoires pour les embryons et les gamètes conservés par les centres de fécondation dans le cadre d'une mise à disposition pour une application post-mortem et pour lesquels le délai actuel de deux ans pour une application post-mortem a déjà expiré à la date d'entrée en vigueur de la loi dont l'adoption est envisagée. Ces embryons et gamètes restent sous certaines conditions disponibles pour une implantation post-mortem.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

3.1. Il peut être déduit de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme que l'insémination post-mortem relève du champ d'application de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme (ci-après: C.E.D.H.), mais aussi que les États qui sont parties à cette Convention, disposent d'une marge d'appréciation étendue pour édicter des règles de droit dans ce domaine⁴. Cette marge d'appréciation implique également que les États ne sont pas obligés d'autoriser l'insémination post-mortem. Cette conclusion semble également s'appliquer à l'implantation post-mortem d'embryons et de gamètes surnuméraires. On peut également considérer que l'autorisation de l'implantation post-mortem en tant que telle n'est pas contraire à l'article 8 C.E.D.H., en particulier si des garanties suffisantes entourent l'existence d'un consentement préalable de l'auteur du projet parental.

Le Conseil d'État doit donc vérifier si le législateur s'est inscrit dans la marge d'appréciation dont il dispose, compte tenu des considérations précédentes.

3.2. La modification actuellement en projet implique que le délai de l'implantation post-mortem d'embryons et de gamètes surnuméraires est porté de deux à cinq ans. En ce qui concerne la compatibilité avec l'article 8 C.E.D.H., la déléguée a déclaré ce qui suit:

³ Le délai de cinq ou dix ans peut être réduit à la demande expresse du ou des auteurs du projet parental. Il en est fait mention dans la convention (articles 17, alinéa 2, et 46, alinéa 2, de la loi du 6 juillet 2007). Le délai peut en outre être prolongé en raison de circonstances particulières à la demande du ou des auteurs du projet parental (voir les articles 18 et 47 de la loi).

⁴ Cour eur. D.H., 12 novembre 2019, *Petithory Lanzmann c. la France*, n° 23.038/19; Cour eur. D.H., 8 décembre 2022, *Peřilová c. République tchèque*, n° 14.889/19.

strijdig is met deze bepaling is van rechtswege nietig. De artikelen 44 en 45 van dezelfde wet bevatten analoge bepalingen met betrekking tot overtallige gameten.

Het om advies voorgelegde voorontwerp van wet strekt ertoe de termijn van twee jaar na het overlijden te verlengen tot vijf jaar (artikelen 2, 1°, en 3, 1°, van het voorontwerp). Deze nieuwe termijn kan evenwel de termijn voor het bewaren van overtallige embryo's en gameten die werden ingevroren met het oog op de invulling van een bestaande of een latere kindwens (in principe vijf respectievelijk tien jaar vanaf de dag van de bewaring door invriezing)³ niet verlengen en neemt in ieder geval een einde op het moment dat deze laatste termijn afloopt (artikelen 2, 2°, en 3, 2°, van het voorontwerp).

Artikel 4 van het voorontwerp bevat overgangsbepalingen voor embryo's en gameten die bewaard worden door fertiliteitscentra in het kader van de terbeschikkingstelling voor een post-mortemtoepassing en waarvoor op de datum van inwerkingtreding van de aan te nemen wet de huidige termijn van twee jaar voor post-mortemtoepassing reeds is verlopen. Deze embryo's en gameten blijven onder bepaalde voorwaarden beschikbaar voor post-mortemtoepassing.

ALGEMENE OPMERKINGEN

3.1. Uit de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens kan worden afgeleid dat post-morteminséminatie onder het toepassingsgebied valt van artikel 8 van het Europees Verdrag over de rechten van de mens (hierna: EVRM), maar ook dat de staten die partij zijn bij dat verdrag, over een brede appreciatiemarge beschikken voor het uitvaardigen van rechtsregels dienaangaande.⁴ Die appreciatiemarge houdt ook in dat staten niet verplicht zijn om post-morteminséminatie toe te laten. Die conclusie lijkt ook te gelden voor post-mortemimplantatie van overtallige embryo's en gameten. Ook kan worden aangenomen dat het toestaan van post-mortemimplantatie als dusdanig niet in strijd is met artikel 8 EVRM, zeker indien wordt voorzien in voldoende waarborgen inzake het voorhanden zijn van een voorafgaande toestemming vanwege de overleden wensouder.

De Raad van State moet dan ook nagaan of de wetgever handelt binnen de beoordelingsmarge waarover hij beschikt, rekening houdend met de voorgaande uitgangspunten.

3.2. De thans ontworpen wijziging houdt in dat de termijn voor post-mortemimplantatie van overtallige embryo's en gameten wordt verlengd van twee naar vijf jaar. Wat betreft de verenigbaarheid met artikel 8 EVRM, verklaarde de gemachtigde het volgende:

³ De termijn van vijf jaar of tien jaar kan worden ingekort op uitdrukkelijk verzoek van de wensouder(s). Dit wordt vermeld in de overeenkomst (artikelen 17, tweede lid, en 46, tweede lid, van de wet van 6 juli 2007). De termijn kan ook wegens bijzondere omstandigheden verlengd worden op vraag van de wensouder(s) (zie artikelen 18 en 47 van de wet).

⁴ EHRM 12 november 2019, *Petithory Lanzmann t. Frankrijk*, nr. 23.038/19; EHRM 8 december 2022, *Peřilová t. Tsjechië*, nr. 14.889/19.

“We zijn akkoord dat art. 8 EVRM van toepassing is. Het betreft het recht op privéleven, nl. het recht om zelf te beschikken over het eigen lichaam/stoffelijk overschot. In casu betreft het het recht van de wensouders om te beschikken over afgestaan menselijk lichaamsmateriaal, en meer bepaald gameten of embryo's. Het recht op gezinsleven is o.i. eveneens van belang, nl. de WMBV bepaalt de wijze waarop, via medische tussenkomst, het nageslacht kan worden bewerkstelligd.

We zijn van oordeel dat de wijziging, lees: de versoepeling van het huidige, beperkende regime, voldoet aan art. 8, tweede lid EVRM:

— Er is inderdaad een beperking/inmenging, door de maximale bewaartermijn te beperken tot 5 jaar na het overlijden van de donor/wensouder.

— Deze “beperking” is, of zal, voorzien worden bij wet.

— Deze beperking bestaat ter bescherming van de gezondheid en het economisch welzijn van het land. De middelen van de gezondheidszorg zijn schaars en het kan niet de bedoeling zijn om gameten en embryo's onbeperkt te bewaren ten bate van een wensouder, voor eigen gebruik. Nadat een bepaalde termijn is verstreken, is het van belang dat de beschikbare middelen weer worden vrijgemaakt voor anderen, zodat ook zij kunnen gebruik maken van de (zeer gespecialiseerde) medische diensten.

— Het is noodzakelijk in een democratische samenleving: de maatregel is nuttig, relevant en toereikend om het beoogde doel te bereiken: de beperking is ingegeven door de beperkt beschikbare middelen, en wordt versoepeld zodat zij niet overmatig druk uitoefent op de overlevende wensouder.

Zoals aangehaald, is het voorstel van versoepeling o.i. noodzakelijk en nuttig – de termijn van twee jaar (waarbinnen een rouwperiode van zes maanden is opgenomen) – de persoon heeft dus slechts 18 maanden om het traject te doorlopen. Dit is een zeer beperkte periode, rekening houdend met de duurtijd van een zwangerschap en het feit dat een inseminatie of implantatie ook verschillende pogingen kan vereisen.

We hernemen de motivering van de algemene termijnen, zoals die in het wetsvoorstel werden beargumenteerd:

Het raadgevend comité voor bio-ethiek geeft in zijn advies nr. 19 van 14 oktober 2002 aan dat zijn leden een beperking van de totale bewaarperiode wensen in te stellen.

Deze wens heeft te maken met de zeer uiteenlopende termijnen die door de verschillende centra voor in-vitrofertilisatie in België worden gehanteerd voor de bewaring van de bovemtallige embryo's die bestemd zijn voor de latere invulling van de kinderwens.

Het Comité vindt dat een grotere eenvormigheid op dit vlak meer klaarheid zal scheppen, zowel voor de wensouders als voor de fertiliteitscentra. Volgens het Comité is een termijn ook belangrijk omdat hij de invulling van de kinderwens in

“We zijn akkoord dat art. 8 EVRM van toepassing is. Het betreft het recht op privéleven, nl. het recht om zelf te beschikken over het eigen lichaam/stoffelijk overschot. In casu betreft het het recht van de wensouders om te beschikken over afgestaan menselijk lichaamsmateriaal, en meer bepaald gameten of embryo's. Het recht op gezinsleven is o.i. eveneens van belang, nl. de WMBV bepaalt de wijze waarop, via medische tussenkomst, het nageslacht kan worden bewerkstelligd.

We zijn van oordeel dat de wijziging, lees: de versoepeling van het huidige, beperkende regime, voldoet aan art. 8, tweede lid EVRM:

— Er is inderdaad een beperking/inmenging, door de maximale bewaartermijn te beperken tot 5 jaar na het overlijden van de donor/wensouder.

— Deze “beperking” is, of zal, voorzien worden bij wet.

— Deze beperking bestaat ter bescherming van de gezondheid en het economisch welzijn van het land. De middelen van de gezondheidszorg zijn schaars en het kan niet de bedoeling zijn om gameten en embryo's onbeperkt te bewaren ten bate van een wensouder, voor eigen gebruik. Nadat een bepaalde termijn is verstreken, is het van belang dat de beschikbare middelen weer worden vrijgemaakt voor anderen, zodat ook zij kunnen gebruik maken van de (zeer gespecialiseerde) medische diensten.

— Het is noodzakelijk in een democratische samenleving: de maatregel is nuttig, relevant en toereikend om het beoogde doel te bereiken: de beperking is ingegeven door de beperkt beschikbare middelen, en wordt versoepeld zodat zij niet overmatig druk uitoefent op de overlevende wensouder.

Zoals aangehaald, is het voorstel van versoepeling o.i. noodzakelijk en nuttig – de termijn van twee jaar (waarbinnen een rouwperiode van zes maanden is opgenomen) – de persoon heeft dus slechts 18 maanden om het traject te doorlopen. Dit is een zeer beperkte periode, rekening houdend met de duurtijd van een zwangerschap en het feit dat een inseminatie of implantatie ook verschillende pogingen kan vereisen.

We hernemen de motivering van de algemene termijnen, zoals die in het wetsvoorstel werden beargumenteerd:

Het raadgevend comité voor bio-ethiek geeft in zijn advies nr. 19 van 14 oktober 2002 aan dat zijn leden een beperking van de totale bewaarperiode wensen in te stellen.

Deze wens heeft te maken met de zeer uiteenlopende termijnen die door de verschillende centra voor in-vitrofertilisatie in België worden gehanteerd voor de bewaring van de bovemtallige embryo's die bestemd zijn voor de latere invulling van de kinderwens.

Het Comité vindt dat een grotere eenvormigheid op dit vlak meer klaarheid zal scheppen, zowel voor de wensouders als voor de fertiliteitscentra. Volgens het Comité is een termijn ook belangrijk omdat hij de invulling van de kinderwens in de tijd

de tijd beperkt: wensouders worden verplicht een keuze te maken bij het verstrijken van de bewaartermijn.

De termijn is dus vastgesteld op vijf jaar, maar kan op uitdrukkelijke vraag van één van de wensouders of beide wensouders ingekort worden. Deze inkorting dient dan in de artikel 8 bepaalde overeenkomst te staan”.

3.3. La prorogation en projet du délai pour l'implantation post-mortem d'embryons et de gamètes surnuméraires donne une latitude plus grande à l'auteur survivant du projet parental en ce qui concerne cette implantation, et ce également si la gestion du décès du partenaire demande plus de temps et si plusieurs tentatives d'implantation post-mortem sont nécessaires. En outre, ce délai prorogé est également davantage conforme au délai maximum de conservation des embryons et des gamètes surnuméraires, qui s'élève respectivement à cinq et dix ans⁵. En conclusion, la réglementation en projet se concilie donc avec l'article 8 C.E.D.H., tant dans la mesure où elle n'instaure pas un délai plus long ou illimité que dans celle où elle prévoit effectivement la possibilité d'une insémination post-mortem dans le délai prorogé.

3.4. Cette position s'applique toutefois sous réserve du champ d'application de la loi du 6 juillet 2007 elle-même. Dans la mesure où l'on peut considérer que cette loi, dont le champ d'application n'est pas délimité de manière certaine, ne règle pas tous les cas d'implantation et d'insémination post-mortem⁶, aucun délai ni aucune condition ne s'applique à l'implantation et à l'insémination post-mortem en dehors de son champ d'application, ce qui donne un tout autre éclairage à sa compatibilité avec l'article 8 C.E.D.H. Il appartient aux auteurs de l'avant-projet de se pencher sur ce point.

4. La déléguée a confirmé que dans l'article 16, alinéa 1^{er}, seconde phrase, en projet, et dans l'article 45, alinéa 1^{er}, seconde phrase, en projet, de la loi du 6 juillet 2007, il convient de viser non seulement respectivement les articles 17, alinéa 1^{er}, et 46, alinéa 1^{er}, de cette même loi, mais également, d'une part, les articles 17, alinéa 2, et 18, et, d'autre part, les articles 46, alinéa 2, et 47, de cette même loi. À cet égard, elle a formulé la proposition de texte suivante pour les articles 2 et 3 de l'avant-projet:

“Art. 2. In artikel 16, eerste lid, van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “twee” wordt vervangen door het woord “vijf”;

2° het lid wordt aangevuld met de volgende zin: ‘De termijn bedoeld in dit lid kan niet de termijn bedoeld in artikel 17, eerste lid verlengen en neemt in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 17, eerste lid afloopt. Indien de termijn bedoeld in artikel 17, eerste lid, werd ingekort met toepassing van artikel 17, tweede lid, of

⁵ Voir les articles 17, alinéa 1^{er}, et 46, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 juin 2007.

⁶ Voir, à ce sujet, L. OPLINUS, *Medische hulp bij voortplanting. Een juridische analyse*, Anvers, Intersentia, 2022, pp. 223-224.

beperkt: wensouders worden verplicht een keuze te maken bij het verstrijken van de bewaartermijn.

De termijn is dus vastgesteld op vijf jaar, maar kan op uitdrukkelijke vraag van één van de wensouders of beide wensouders ingekort worden. Deze inkorting dient dan in de artikel 8 bepaalde overeenkomst te staan.”

3.3. De ontworpen verlenging van de termijn voor post-mortemimplantatie van overtallige embryo's en gameten biedt meer ruimte aan de overlevende wensouder voor die implantatie, ook wanneer het verwerken van het overlijden van de partner meer tijd vergt en verscheidene pogingen voor post-mortemimplantatie zijn vereist. Bovendien ligt die verlengde termijn ook meer in lijn met de maximale termijn voor het bewaren van overtallige embryo's en gameten, die respectievelijk vijf en tien jaar bedraagt.⁵ De conclusie is dan ook dat de ontworpen regeling verenigbaar is met artikel 8 EVRM, zowel in de mate dat ze niet voorziet in een langere of onbeperkte termijn als in de mate dat ze daadwerkelijk voorziet in de mogelijkheid van post-mortemimplantatie binnen de verlengde termijn.

3.4. Het voorgaande geldt wel onder voorbehoud van het toepassingsgebied van de wet van 6 juli 2007 zelf. In zoverre kan worden aangenomen dat die wet, waarvan het toepassingsgebied niet op sluitende wijze is bepaald, niet alle gevallen van post-mortemimplantatie en -inseminatie regelt,⁶ geldt geen enkele termijn of voorwaarde voor post-mortemimplantatie en -inseminatie buiten het toepassingsgebied van die wet, waardoor de verenigbaarheid met artikel 8 EVRM in een heel ander licht komt te staan. Het staat aan de stellers van het voorontwerp om zich hierover te beraden.

4. De gemachtigde bevestigde dat in het ontworpen artikel 16, eerste lid, tweede zin, en het ontworpen artikel 45, eerste lid, tweede zin, van de wet van 6 juli 2007 niet alleen respectievelijk naar de artikelen 17, eerste lid, en 46, eerste lid, van dezelfde wet moet worden verwezen, maar ook, enerzijds, naar de artikelen 17, tweede lid, en 18, en anderzijds, naar de artikelen 46, tweede lid, en 47, van dezelfde wet. Zij formuleerde dienaangaande het volgende tekstvoorstel voor de artikelen 2 en 3 van het voorontwerp:

“Art. 2. In artikel 16, eerste lid, van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “twee” wordt vervangen door het woord “vijf”;

2° het lid wordt aangevuld met de volgende zin: ‘De termijn bedoeld in dit lid kan niet de termijn bedoeld in artikel 17, eerste lid verlengen en neemt in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 17, eerste lid afloopt. Indien de termijn bedoeld in artikel 17, eerste lid, werd ingekort met toepassing van artikel 17, tweede lid, of verlengd werd

⁵ Zie de artikelen 17, eerste lid, en 46, eerste lid, van de wet van 6 juli 2007.

⁶ Zie daarover L. OPLINUS, *Medische hulp bij voortplanting. Een juridische analyse*, Antwerpen, Intersentia, 2022, 223-224.

verlengd werd met toepassing van artikel 18, § 1, kan de termijn bedoeld in de eerste zin de ingekorte of verlengde termijn niet verlengen en neemt hij in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 17, tweede lid, respectievelijk 18, § 1, afloopt.'

Art. 3. In artikel 45, eerste lid, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "twee" wordt vervangen door het woord "vijf";

2° het lid wordt aangevuld met de volgende zin: 'De termijn bedoeld in dit lid kan niet de termijn bedoeld in artikel 46, eerste lid verlengen en neemt in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 46, eerste lid afloopt. Indien de termijn bedoeld in artikel 46, eerste lid, werd ingekort met toepassing van artikel 46, tweede lid, of verlengd werd met toepassing van artikel 47, eerste lid, kan de termijn bedoeld in de eerste zin de ingekorte of verlengde termijn niet verlengen en neemt hij in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 46, tweede lid, respectievelijk 47, eerste lid, afloopt'."

Cette proposition peut être accueillie, étant entendu que l'article 4, alinéa 1^{er}, 1°, et alinéa 2, 1°, de l'avant-projet devra donc viser respectivement l'article 18, § 1^{er}, et l'article 47, alinéa 1^{er}, de cette même loi.

EXAMEN DU TEXTE

Article 4

5. L'article 4, alinéas 1^{er} et 2, de l'avant-projet fait respectivement état d'embryons conservés par les centres de fécondation "dans le cadre d'une mise à disposition pour une application post-mortem" et de gamètes conservés par les centres de fécondation "dans le cadre d'une mise à disposition pour une insémination ou une application post-mortem". À la question de savoir ce qu'il convient précisément d'entendre par ces précisions et si la loi du 6 juillet 2007 opère une distinction entre la conservation à ces fins spécifiques et la conservation à d'autres fins pouvant s'inscrire dans le cadre de la définition plus générale de la "réalisation d'un projet parental ou d'un projet parental ultérieur", mentionnée dans cette loi, la déléguée a répondu comme suit:

"We stellen de volgende herformulering voor:

Art. 4. Onverminderd artikel 15, blijven Eembryo's die bewaard worden door fertiliteitscentra in het kader van de terbeschikkingstelling voor een post-mortemtoepassing, en waarvan op de datum van inwerkingtreding van deze wet de termijn van twee jaar, bedoeld in artikel 16, eerste lid, van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten reeds is verlopen, blijven bij toepassing van artikel 16, eerste lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007 zoals gewijzigd bij deze wet, beschikbaar voor post-mortemtoepassing, in zoverre voldaan is aan elk van de volgende voorwaarden:

met toepassing van artikel 18, § 1, kan de termijn bedoeld in de eerste zin de ingekorte of verlengde termijn niet verlengen en neemt hij in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 17, tweede lid, respectievelijk 18, § 1, afloopt.'

Art. 3. In artikel 45, eerste lid, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "twee" wordt vervangen door het woord "vijf";

2° het lid wordt aangevuld met de volgende zin: 'De termijn bedoeld in dit lid kan niet de termijn bedoeld in artikel 46, eerste lid verlengen en neemt in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 46, eerste lid afloopt. Indien de termijn bedoeld in artikel 46, eerste lid, werd ingekort met toepassing van artikel 46, tweede lid, of verlengd werd met toepassing van artikel 47, eerste lid, kan de termijn bedoeld in de eerste zin de ingekorte of verlengde termijn niet verlengen en neemt hij in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 46, tweede lid, respectievelijk 47, eerste lid, afloopt.'"

Met dat voorstel kan worden ingestemd, met dien verstande dat dan ook in artikel 4, eerste lid, 1°, en tweede lid, 1°, van het voorontwerp moet worden verwezen naar respectievelijk artikel 18, § 1, en artikel 47, eerste lid, van dezelfde wet.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Artikel 4

5. In artikel 4, eerste en tweede lid, van het voorontwerp wordt respectievelijk gewag gemaakt van embryo's die bewaard worden door de fertiliteitscentra "in het kader van de terbeschikkingstelling voor een post-mortemtoepassing" en van gameten die bewaard worden door fertiliteitscentra "in het kader van de terbeschikkingstelling voor een postmorteminséminatie of -toepassing". Op de vraag wat hiermee precies wordt bedoeld en of er in de wet van 6 juli 2007 een onderscheid wordt gemaakt tussen bewaring voor deze specifieke doeleinden en bewaring voor andere doeleinden die kunnen worden ingepast in de meer algemene omschrijving van de "invulling van een bestaande kinderwens of een latere kinderwens", zoals vermeld in die wet, antwoordde de gemachtigde als volgt:

"We stellen de volgende herformulering voor:

Art. 4. Onverminderd artikel 15, blijven Eembryo's die bewaard worden door fertiliteitscentra in het kader van de terbeschikkingstelling voor een post-mortemtoepassing, en waarvan op de datum van inwerkingtreding van deze wet de termijn van twee jaar, bedoeld in artikel 16, eerste lid, van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten reeds is verlopen, blijven bij toepassing van artikel 16, eerste lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007 zoals gewijzigd bij deze wet, beschikbaar voor post-mortemtoepassing, in zoverre voldaan is aan elk van de volgende voorwaarden:

[...]

Onverminderd artikel 44, blijven Ggameten die bewaard worden door fertiliteitscentra in het kader van de terbeschikkingstelling voor een postmorteminseminatie of toepassing, en waarvan op de datum van inwerkingtreding van deze wet de termijn van twee jaar, bedoeld in artikel 45, eerste lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007, reeds is verlopen, blijven bij toepassing van artikel 45, eerste lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007 zoals gewijzigd bij deze wet, beschikbaar voor post-morteminseminatie of -toepassing, in zoverre voldaan is aan elk van de volgende voorwaarden:

[...].

On peut se rallier à cette reformulation, étant entendu toutefois qu'il vaudrait mieux omettre les références restrictives ("Onverminderd") aux articles 15 et 44 de la loi du 6 juillet 2007.

6. L'exposé des motifs indique en ce qui concerne l'article 2 de l'avant-projet que dans la mesure où les centres de fécondation auraient repris le délai de deux ans pour l'utilisation post-mortem, qui était précédemment en vigueur, dans la convention visée à l'article 7 de la loi, conclue avec les auteurs du projet parental, cet ajout doit être considéré comme non écrit. À la question de savoir s'il ne vaudrait pas mieux le prévoir dans l'avant-projet lui-même, la déléguée a répondu:

"We zijn van oordeel dat dit uit de bepalingen zelf voortvloeit, maar er kan inderdaad een overgangsbepaling worden voorgesteld, ter verduidelijking, indien de Raad van State zulks noodzakelijk acht en adviseert. Dit artikel zou kunnen worden ingeschreven in Titel VIII van de WMBV (waarbij we dan de aanhef zouden moeten wijzigen naar "Overgangsbepalingen")."

'Art. 76. Indien de overeenkomst bedoeld in artikel 7, afgesloten voor de datum van inwerkingtreding van de wet van [...], termijnen voor post-mortemimplantatie of -inseminatie bevat die afwijken van deze bedoeld in de artikelen 16, eerste lid en 46, eerste lid, worden deze voor ongeschreven gehouden.

Het fertiliteitscentrum licht de wensouders in dat deze termijnen niet worden gehandhaafd."

Il est exact que les articles 16, alinéa 2, et 45, alinéa 2, de la loi du 6 juillet 2007 prévoient déjà que toute disposition conventionnelle contraire à l'alinéa 1^{er} sera nulle de plein droit. Cependant, il apparaît au Conseil d'État qu'une disposition expresse est souhaitable, en particulier pour le régime transitoire des conventions établies sous le régime actuel. Mieux vaut intégrer une telle disposition dans la disposition transitoire autonome de l'article 4 de l'avant-projet, plutôt que de l'insérer dans la loi du 6 juillet 2007, et ce afin que toutes les dispositions transitoires liées à la modification en projet figurent dans la loi modificative à adopter elle-même. Enfin, la disposition proposée par la déléguée devrait également être expressément focalisée sur le délai de deux ans spécifié

(...)

Onverminderd artikel 44, blijven Ggameten die bewaard worden door fertiliteitscentra in het kader van de terbeschikkingstelling voor een postmorteminseminatie of toepassing, en waarvan op de datum van inwerkingtreding van deze wet de termijn van twee jaar, bedoeld in artikel 45, eerste lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007, reeds is verlopen, blijven bij toepassing van artikel 45, eerste lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007 zoals gewijzigd bij deze wet, beschikbaar voor post-morteminseminatie of -toepassing, in zoverre voldaan is aan elk van de volgende voorwaarden:

(....)

Met die herformulering kan worden ingestemd, maar de "onverminderd"-verwijzingen naar de artikelen 15 en 44 van de wet van 6 juli 2007 kunnen beter worden weggelaten.

6. In de memorie van toelichting wordt met betrekking tot artikel 2 van het voorontwerp gesteld dat in zoverre de fertiliteitscentra de tot voorheen geldende termijn van twee jaar voor post-mortemgebruik zouden hebben overgenomen in de overeenkomst bedoeld in artikel 7 van de wet, afgesloten met de wensouders, deze toevoeging als ongeschreven dient te worden beschouwd. Op de vraag of dit niet beter in het voorontwerp zelf zou worden bepaald, antwoordde de gemachtigde:

"We zijn van oordeel dat dit uit de bepalingen zelf voortvloeit, maar er kan inderdaad een overgangsbepaling worden voorgesteld, ter verduidelijking, indien de Raad van State zulks noodzakelijk acht en adviseert. Dit artikel zou kunnen worden ingeschreven in Titel VIII van de WMBV (waarbij we dan de aanhef zouden moeten wijzigen naar "Overgangsbepalingen")."

'Art. 76. Indien de overeenkomst bedoeld in artikel 7, afgesloten voor de datum van inwerkingtreding van de wet van [...], termijnen voor post-mortemimplantatie of -inseminatie bevat die afwijken van deze bedoeld in de artikelen 16, eerste lid en 46, eerste lid, worden deze voor ongeschreven gehouden.

Het fertiliteitscentrum licht de wensouders in dat deze termijnen niet worden gehandhaafd."

Het is juist dat de artikelen 16, tweede lid, en 45, tweede lid, van de wet van 6 juli 2007 reeds bepalen dat iedere bepaling van een overeenkomst die strijdig is met het eerste lid van rechtswege nietig is. Toch wil het de Raad van State voorkomen dat een uitdrukkelijke bepaling wenselijk is, specifiek voor de overgangsregeling voor overeenkomsten die zijn opgesteld onder de huidige regeling. Een dergelijke bepaling kan beter worden geïntegreerd in de autonome overgangsbepaling van artikel 4 van het voorontwerp, veeleer dan ze in te voegen in de wet van 6 juli 2007, zodat alle overgangsbepalingen die verband houden met de ontworpen wijziging voorkomen in de aan te nemen wijzigingswet zelf. Ten slotte zou de door de gemachtigde voorgestelde bepaling ook uitdrukkelijk

dans une telle convention, et non sur la convention dans son ensemble.

*

Le greffier,

Astrid TRUYENS

Le président,

Jeroen VAN NIEUWENHOVE

moeten worden toegespitst op de termijn van twee jaar die in een dergelijke overeenkomst wordt vermeld en niet op de overeenkomst in haar geheel.

*

De griffier,

Astrid TRUYENS

De voorzitter,

Jeroen VAN NIEUWENHOVE

PROJET DE LOI

PHILIPPE,

ROI DES BELGES,

À tous, présents et à venir,

SALUT.

Sur la proposition du ministre de la Santé publique,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Le ministre de la Santé publique est chargé de présenter en notre nom à la Chambre des représentants le projet de loi dont la teneur suit:

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 16, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes, les modifications suivantes sont apportées:

1° le mot "deux" est remplacé par le mot "cinq";

2° l'alinéa est complété par la phrase suivante: "Le délai visé au présent alinéa ne peut pas prolonger le délai visé à l'article 17, alinéa 1^{er}, et prend fin en tout cas à l'expiration du délai visé à l'article 17, alinéa 1^{er}. Si le délai visé à l'article 17, alinéa 1^{er}, a été raccourci par l'application de l'article 17, alinéa 2, ou prolongé par l'application de l'article 18, § 1^{er}, le délai visé à la première phrase ne peut pas prolonger le délai raccourci ou prolongé et prend fin en tout cas à l'expiration du délai respectivement visé à l'article 17, alinéa 2, ou à l'article 18, § 1^{er}."

Art. 3

Dans l'article 45, alinéa 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

WETSONTWERP

FILIP,

KONING DER BELGEN,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,

ONZE GROET.

Op de voordracht van de minister van Volksgezondheid,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

De minister van Volksgezondheid is ermee belast in onze naam bij de Kamer van volksvertegenwoordigers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst hierna volgt:

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 16, eerste lid, van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "twee" wordt vervangen door het woord "vijf";

2° het lid wordt aangevuld met de volgende zin: "De termijn bedoeld in dit lid kan de termijn bedoeld in artikel 17, eerste lid niet verlengen en neemt in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 17, eerste lid afloopt. Indien de termijn bedoeld in artikel 17, eerste lid, werd ingekort met toepassing van artikel 17, tweede lid, of verlengd werd met toepassing van artikel 18, § 1, kan de termijn bedoeld in de eerste zin de ingekorte of verlengde termijn niet verlengen en neemt hij in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 17, tweede lid, respectievelijk 18, § 1, afloopt."

Art. 3

In artikel 45, eerste lid, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° le mot “deux” est remplacé par le mot “cinq”;

2° l’alinéa est complété par la phrase suivante: “Le délai visé au présent alinéa ne peut pas prolonger le délai visé à l’article 46, alinéa 1^{er}, et prend fin en tout cas à l’expiration du délai visé à l’article 46, alinéa 1^{er}. Si le délai visé à l’article 46, alinéa 1^{er}, a été raccourci par l’application de l’article 46, alinéa 2, ou prolongé par l’application de l’article 47, alinéa 1^{er}, le délai visé à la première phrase ne peut pas prolonger le délai raccourci ou prolongé et prend fin en tout cas à l’expiration du délai visé respectivement à l’article 46, alinéa 2, ou à l’article 47, alinéa 1^{er}.”

Art. 4

§ 1^{er}. Les embryons conservés par les centres de fécondation, pour lesquels le délai de deux ans visé à l’article 16, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes a déjà expiré à la date d’entrée en vigueur de la présente loi restent disponibles pour l’implantation post-mortem, en application de l’article 16, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 juillet 2007 précitée, tel que modifié par la présente loi, pour autant que chacune des conditions suivantes soit remplie:

1° le délai visé à l’article 17, alinéa 1^{er} ou 2, ou 18, § 1^{er}, de la loi du 6 juillet 2007 précitée, selon le cas, n’a pas encore expiré;

2° l’instruction visée à l’article 17, alinéa 3, de la loi du 6 juillet 2007 précitée, n’a pas encore été exécutée et les embryons sont donc toujours à la disposition de l’auteur du plan parental survivant.

Les gamètes conservés par les centres de fécondation, pour lesquels le délai de deux ans visé à l’article 45, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 6 juillet 2007 précitée a déjà expiré à la date d’entrée en vigueur de la présente loi restent disponibles pour une insémination ou une application post-mortem, en application de l’article 45, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 juillet 2007 précitée, tel que modifié par la présente loi, pour autant que chacune des conditions suivantes soit remplie:

1° le délai visé à l’article 46, alinéa 1^{er} ou 2, ou 47, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 juillet 2007 précitée, n’a pas encore expiré;

2° l’instruction visée à l’article 46, alinéa 3, de la loi du 6 juillet 2007 précitée, n’a pas encore été exécutée

1° het woord “twee” wordt vervangen door het woord “vijf”;

2° het lid wordt aangevuld met de volgende zin: “De termijn bedoeld in dit lid kan de termijn bedoeld in artikel 46, eerste lid niet verlengen en neemt in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 46, eerste lid afloopt. Indien de termijn bedoeld in artikel 46, eerste lid, werd ingekort met toepassing van artikel 46, tweede lid, of verlengd werd met toepassing van artikel 47, eerste lid, kan de termijn bedoeld in de eerste zin de ingekorte of verlengde termijn niet verlengen en neemt hij in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 46, tweede lid, respectievelijk 47, eerste lid, afloopt.”

Art. 4

§ 1. Embryo's die bewaard worden door fertiliteitscentra, waarvan op de datum van inwerkingtreding van deze wet de termijn van twee jaar, bedoeld in artikel 16, eerste lid, van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten reeds is verlopen, blijven bij toepassing van artikel 16, eerste lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007 zoals gewijzigd bij deze wet, beschikbaar voor post-mortemtoepassing, in zoverre voldaan is aan elk van de volgende voorwaarden:

1° de termijn bedoeld in artikel 17, eerste of tweede lid, of 18, § 1, van de voornoemde wet van 6 juli 2007, al naargelang het geval, is nog niet verstreken;

2° de instructie, bedoeld in artikel 17, derde lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007, werd nog niet uitgevoerd en de embryo's zijn derhalve nog beschikbaar voor de overlevende wensouder.

Gameten die bewaard worden door fertiliteitscentra, waarvan op de datum van inwerkingtreding van deze wet de termijn van twee jaar, bedoeld in artikel 45, eerste lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007, reeds is verlopen, blijven bij toepassing van artikel 45, eerste lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007 zoals gewijzigd bij deze wet, beschikbaar voor post-morteminseminatie of -toepassing, in zoverre voldaan is aan elk van de volgende voorwaarden:

1° de termijn bedoeld in artikel 46, eerste of tweede lid, of 47, eerste lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007, is nog niet verstreken;

2° de instructie, bedoeld in artikel 46, derde lid, van de voornoemde wet van 6 juli 2007, werd nog niet uitgevoerd

et les embryons sont donc toujours à la disposition de l'auteur du plan parental survivant.

§ 2. Si la convention visée à l'article 7 de la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes, conclue avant la date d'entrée en vigueur de la loi du [...], contient un délai d'implantation ou d'insémination *post mortem* de deux ans, ce délai est réputé non écrit.

Le centre de fécondation informe les auteurs du projet parental que le délai visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas respecté.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 2023

PHILIPPE

PAR LE ROI:

Le ministre de la Santé Publique,

Frank Vandenbroucke

en de gameten of embryo's, al naar gelang het geval, zijn derhalve nog beschikbaar voor de overlevende wensouder.

§ 2. Indien de overeenkomst bedoeld in artikel 7 van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten, afgesloten voor de datum van inwerkingtreding van de wet van [...], een termijn voor post-mortemimplantatie of -inseminatie bevat van twee jaar, wordt deze termijn voor ongeschreven gehouden.

Het fertiliteitscentrum licht de wensouders in dat de in het eerste lid bedoelde termijn niet wordt gehandhaafd.

Gegeven te Brussel, 30 mei 2023

FILIP

VAN KONINGSWEGE:

De minister van Volksgezondheid,

Frank Vandenbroucke

Coordination des articles

Texte de base

Texte adapté au projet de loi

Loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes, les modifications suivantes sont apportées

Art. 16

Il ne pourra être procédé à l'implantation post mortem qu'au terme d'un délai de six mois prenant cours au décès de l'auteur du projet parental et, au plus tard, dans les deux ans qui suivent le décès dudit auteur.

Toute disposition conventionnelle contraire à l'alinéa 1er de cet article sera nulle de plein droit.

Il ne pourra être procédé à l'implantation post mortem qu'au terme d'un délai de six mois prenant cours au décès de l'auteur du projet parental et, au plus tard, dans les **cinq** ans qui suivent le décès dudit auteur.

Toute disposition conventionnelle contraire à l'alinéa 1er de cet article sera nulle de plein droit. **Le délai visé par le présent alinéa ne peut pas prolonger le délai visé à l'article 17, alinéa 1er et prend fin en tout état de cause à l'expiration du délai visé à l'article 17, alinéa 1er. Si le délai visé à l'article 17, alinéa 1er, a été raccourci par l'application de l'article 17, alinéa 2, ou prolongé par l'application de l'article 18, § 1er, le délai visé à la première phrase ne peut prolonger le délai raccourci ou prolongé et prend fin en tout cas à l'expiration du délai visé à l'article 17, alinéa 2, ou à l'article 18, § 1er, respectivement.**

Art. 45

Il ne pourra être procédé à l'insémination post mortem qu'au terme d'un délai de six mois prenant cours au décès de la personne qui a sollicité la cryoconservation et, au plus tard, dans les deux ans qui suivent le décès de cette personne.

Toute disposition conventionnelle contraire à l'alinéa 1^{er} de cet article sera nulle de plein droit.

Il ne pourra être procédé à l'insémination post mortem qu'au terme d'un délai de six mois prenant cours au décès de la personne qui a sollicité la cryoconservation et, au plus tard, dans les **cinq** ans qui suivent le décès de cette personne. **Le délai visé par le présent alinéa ne peut pas prolonger le délai visé à l'article 46, alinéa 1er et prend fin en tout état de cause à l'expiration du délai visé à l'article 46, alinéa 1er. Si le délai visé à l'article 46, alinéa 1er, a été raccourci par l'application de l'article 46, alinéa 2, ou prolongé par l'application de l'article 47, alinéa 1er, le délai visé à la première phrase ne peut prolonger le délai raccourci ou prolongé et prend fin en tout cas à l'expiration du délai visé à l'article 46, alinéa 2, ou à l'article 47, alinéa 1er, respectivement.**

Toute disposition conventionnelle contraire à l'alinéa 1^{er} de cet article sera nulle de plein droit.

Coördinatie van de artikelen

Basistekst

Tekst aangepast aan het wetsontwerp

wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten**Art. 16**

Post mortem implantatie mag ten vroegste geschieden zes maanden na het overlijden van de wensouder en ten laatste twee jaar na dat overlijden.

Post mortem implantatie mag ten vroegste geschieden zes maanden na het overlijden van de wensouder en ten laatste **vijf** jaar na dat overlijden. **De termijn bedoeld in dit lid kan niet de termijn bedoeld in artikel 17, eerste lid verlengen en neemt in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 17, eerste lid afloopt. Indien de termijn bedoeld in artikel 17, eerste lid, werd ingekort met toepassing van artikel 17, tweede lid, of verlengd werd met toepassing van artikel 18, § 1, kan de termijn bedoeld in de eerste zin de ingekorte of verlengde termijn niet verlengen en neemt hij in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 17, tweede lid, respectievelijk 18, § 1, afloopt.**

Iedere bepaling van een overeenkomst die strijdig is met het eerste lid van dit artikel is van rechtswege nietig.

Iedere bepaling van een overeenkomst die strijdig is met het eerste lid van dit artikel is van rechtswege nietig.

Art. 45

Post mortem inseminatie mag ten vroegste geschieden zes maanden na het overlijden van de persoon die de bewaring door invriezing gevraagd heeft en ten laatste twee jaar na het overlijden van die persoon.

Post mortem inseminatie mag ten vroegste geschieden zes maanden na het overlijden van de persoon die de bewaring door invriezing gevraagd heeft en ten laatste **vijf** jaar na het overlijden van die persoon. **De termijn bedoeld in dit lid kan de termijn bedoeld in artikel 46, eerste lid niet verlengen en neemt in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 46, eerste lid afloopt. Indien de termijn bedoeld in artikel 46, eerste lid, werd ingekort met toepassing van artikel 46, tweede lid, of verlengd werd met toepassing van artikel 47, eerste lid, kan de termijn bedoeld in de eerste zin de ingekorte of verlengde termijn niet verlengen en neemt hij in ieder geval een einde op het moment dat de termijn vervat in artikel 46, tweede lid, respectievelijk 47, eerste lid, afloopt.**

Iedere bepaling in de overeenkomst die strijdig is met het eerste lid van dit artikel is van rechtswege nietig.

Iedere bepaling in de overeenkomst die strijdig is met het eerste lid van dit artikel is van rechtswege nietig.